



Ce livret a été réalisé sous l'impulsion de la Chaire TerrESS, Sciences Po Bordeaux et de la Chambre Régionale de l'ESS Nouvelle-Aquitaine.

Les travaux ont été supervisés par Alexeï Tabet, de l'agence Télomère, et réalisés par Luce Valade, Jeanne Morel, Eve Heurtebise, Fanny Blanchard et Justina Bouissous d'ACC'ESS, SCIC étudiante du Master ESSIS de Sciences Po Bordeaux.

La mise en forme graphique du livret a été assurée par le studio du Groupe VYV, partenaire du Forum mondial de l'ESS.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des structures et des expert-es ayant accepté de contribuer à cette production.



Par **Timothée Duverger**, responsable de la Chaire TerrESS de Sciences Po Bordeaux et président du Comité scientifique du Forum mondial de l'ESS Bordeaux 2025, et **Stéphane Montuzet**, président de la Chambre Régionale de l'ESS Nouvelle-Aquitaine et coprésident du GSEF

Notre monde est traversé par un double mouvement d'autonomisation, d'une part d'États qui dérivent vers des régimes autoritaires et d'autre part d'entreprises multinationales qui cherchent à échapper aux règles communes. Ces deux mouvements n'en forment au final qu'un seul dans une alliance libérale-autoritaire qui fragilise la société civile et menace très directement les démocraties comme la paix.

Dans ce contexte incertain et dangereux, l'économie sociale et solidaire (ESS) doit prendre conscience de ses forces comme de sa mission historique. C'est un réducteur de tensions, un stabilisateur de sociétés. Ses principes de solidarité et de coopération lui permettent d'assurer des fonctions médiatrices pour répondre aux besoins des communautés et maintenir la cohésion sociale.

Cela s'observe particulièrement lors des situations d'urgence, comme l'ont par exemple montré la pandémie de Covid-19, les crises financières (pensons au cas de l'Argentine au tournant des années 2000) ou les conflits armés dans lesquels l'ESS concourt à la prévention, la reconstruction et la réconciliation.

L'ESS ne vise cependant pas seulement à réparer les désordres du monde. Elle imagine et expérimente aussi des futurs désirables, tant à travers ses modes de participation démocratique que ses finalités sociales et environnementales. Elle construit pour cela des partenariats avec les pouvoirs publics et se déploie dans les territoires, où s'expérimentent des solutions écologiques et sociales. C'est dans cette tension dialectique entre le local et le global que se trouve la source du changement, devenu vital à l'heure du réchauffement climatique.

Alors que Bordeaux accueille le Forum mondial de l'ESS 2025, nous avons voulu rendre compte de la contribution de notre territoire à la feuille de route mondiale des 17 objectifs de développement durable. Il ne s'agit pas d'initiatives isolées ni d'une exception, mais bien d'un mouvement, que l'on retrouve partout dans le monde et qui doit prendre de l'ampleur pour relever les défis du XXI^e siècle. Dans ce moment singulier de l'histoire, c'est à cette transformation que la Chaire TerrESS de Sciences Po Bordeaux et la Chambre Régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine entend participer en renforçant les liens entre les acteurs socio-économiques, institutionnels et académiques.

SOMMAIRE

ODD 1 : PAS DE PAUVRETÉ	6
ODD 2 : FAIM « ZÉRO »	8
ODD 3 : BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	10
ODD 4 : ÉDUCATION DE QUALITÉ	12
ODD 5 : ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	14
ODD 6 : EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT	16
ODD 7 : ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE	18
ODD 8 : TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE	20
ODD 9 : INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURES	22
ODD 10 : INÉGALITÉS RÉDUITES	24
ODD 11 : VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES	26
ODD 12 : CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	28
ODD 13 : MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	30
ODD 14 : VIE AQUATIQUE	32
ODD 15 : VIE TERRESTRE	34
ODD 16 : PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES	36
LA CHAIRE TERRESS	38
LA CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ESS NOUVELLE-AQUITAINE	39



Le 18 avril 2023, l'ONU adoptait une résolution historique, reconnaissant l'économie sociale et solidaire (ESS) comme un acteur clé de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Fruit d'années de mobilisation internationale, cette résolution appelle les États à intégrer l'ESS dans leurs politiques, à créer un cadre favorable à son déploiement et à soutenir ses actions en matière d'emploi, inclusion, égalité, éducation et transition écologique.

Le présent livret entend montrer, de manière concrète, cette contribution essentielle de l'ESS à la transformation économique, sociale et écologique, à l'échelle des territoires néo-aquitains. Les nombreuses (mais non exhaustives !) initiatives qu'il recense illustrent la force transformatrice de l'ESS, et sa place, non pas en marge, mais bien au cœur des dynamiques de transition. En Nouvelle-Aquitaine, ce sont des coopératives d'énergie citoyenne, des associations de lutte contre la précarité alimentaire, des projets de réemploi, d'insertion, d'agriculture durable, d'éducation populaire ou encore d'inclusion numérique qui contribuent, chaque jour, à répondre aux défis contemporains : justice sociale, égalité, climat, santé, emploi ou biodiversité.

Les projets ici présentés partagent une vision commune : replacer l'humain, les territoires et l'environnement au cœur de l'économie. Comme le montrent les éclairages d'acteurs politiques et d'experts apportés sur chaque ODD, ces projets s'appuient, à cette fin, sur des leviers d'action spécifiques à l'ESS : modèles hybrides, articulant ressources publiques, financements citoyens, partenariats économiques et engagement bénévole ; formes de gouvernance ouvertes et démocratiques, impliquant les parties prenantes, y compris les bénéficiaires, dans les processus de décision ; coopération avec les collectivités territoriales, les entreprises classiques, les universités, les réseaux associatifs.

À travers la co-construction des projets, la mutualisation des moyens, le dialogue avec les pouvoirs publics,

les alliances avec les entreprises et la mobilisation des citoyens, l'ESS tisse des écosystèmes territoriaux qui rendent les ODD concrètement atteignables. En ce sens, pour l'ESS, l'ODD 17, dédiés aux partenariats et à la coopération, est bien l'expression structurelle de son mode d'action. C'est parce qu'elle crée des ponts entre les mondes – public, privé, associatif, citoyen – que l'ESS agit en catalyseur des transitions. C'est également en cela qu'elle incarne une approche transversale du développement durable : contrairement à des politiques sectorielles parfois cloisonnées, elle agit de manière intégrée sur les dimensions sociales, économiques et environnementales. Elle est ainsi capable de répondre aux angles morts des ODD, comme la participation démocratique, la justice sociale ou encore la territorialisation des actions.

À travers des politiques publiques volontaristes, la région Nouvelle-Aquitaine, les départements et les autres collectivités locales reconnaissent cette capacité d'innovation sociale et de transformation territoriale de l'ESS. Par le soutien aux Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE), aux Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA), à l'animation territoriale et au financement de projets locaux, les institutions accompagnent l'ESS dans sa montée en puissance comme acteur de transformation des territoires. L'enjeu pour ces partenariats est de dépasser la simple logique de soutien sectoriel pour inscrire l'ESS dans une véritable dynamique de co-construction des politiques publiques et de co-pilotage des transitions.

Ainsi, l'ESS en Nouvelle-Aquitaine démontre qu'elle n'est pas seulement un acteur économique ou social parmi d'autres : elle est une clé de voûte de l'atteinte des ODD dans les territoires. Par sa capacité à articuler innovation, solidarité et sobriété, elle trace une voie concrète pour une transition écologique et sociale juste. Ce livret en apporte la démonstration, en donnant à voir la richesse des engagements, des approches et des impacts sur le terrain.

1 PAS DE PAUVRETÉ



L'élimination de la pauvreté en réduisant les inégalités sociales et économiques passe par l'accès aux services essentiels, la lutte contre la précarité des jeunes, femmes et populations vulnérables, et le renforcement de la résilience face aux crises économiques et environnementales.



ÉCLAIRAGE

Éric Labadie, commissaire à la lutte contre la pauvreté, SGAR 33

En Nouvelle-Aquitaine on dénombre 13,8 % de la population en situation de pauvreté. Ce sont surtout les femmes, en particulier les cheffes de famille monoparentale (28,5 %), et les jeunes (22,8 %) qui sont touchés par la pauvreté. La pauvreté se caractérise surtout par le cumul d'empêchements : à se nourrir correctement, à se soigner, à se déplacer, à se former, à trouver un emploi.

Le caractère protéiforme de la pauvreté rend nécessaire la coopération entre acteurs. Complémentaire de l'action publique en matière

de solidarité et de cohésion sociale, l'engagement des réseaux associatifs est crucial. L'ancrage local et la capacité à mobiliser les forces vives de leur territoire permet aux associations de l'aide alimentaire, du réemploi, de la lutte contre l'illettrisme, de l'accompagnement vers la formation ou l'emploi, aux structures de l'insertion par l'activité économique mais aussi aux associations culturelles et sportives de répondre aux besoins des plus précaires, qu'ils soient en milieu urbain ou rural, d'accéder à leurs droits et de se construire en tant que citoyens.

STRUCTURE 1

Habitats Jeunes Pau Pyrénées

Habitat Jeunes, inscrit dans le réseau de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes, propose des logements abordables et un accompagnement aux jeunes de 16 à 30 ans en insertion. Son objectif est de favoriser l'accès à un habitat stable pour éviter la précarité et sécuriser les parcours de vie. L'association lutte contre l'exclusion en garantissant un logement digne aux jeunes en situation de vulnérabilité. Elle mise sur une gouvernance participative, des partenariats locaux et un modèle économique solidaire pour répondre aux besoins des jeunes tout en renforçant le lien social.

STRUCTURE 2

La ferme d'Uhaldia

Située au Pays basque, la Ferme d'Uhaldia adhérente au réseau national Cocagne accueille des personnes en recherche d'emploi dans le cadre de contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI à temps partiel). Elle propose à ces personnes un accompagnement socio-professionnel dans le but de lever les divers freins qui entravent le retour à l'emploi durable. À travers des activités concrètes comme le maraîchage biologique, les

salarié-es acquièrent des compétences transversales, un revenu et un réseau, facilitant leur insertion professionnelle. La Ferme d'Uhaldia lutte contre l'exclusion en proposant un accompagnement personnalisé à ses travailleur-euses en parcours d'insertion. Elle favorise aussi l'accès à une alimentation saine et durable pour les habitants du territoire et répond au défi de l'insécurité alimentaire en mettant en place des paniers solidaires.

STRUCTURE 3

Le Garage Moderne

Situé au cœur de Bordeaux, Le Garage Moderne est un tiers-lieu solidaire. Dans un ancien hangar de 2 500 m², il mobilise bénévoles et associations autour d'actions sociales et participatives. Depuis le début de la crise sanitaire, le Garage Moderne déploie une action d'aide alimentaire pour les personnes en grande précarité : personnes isolées, sans-abri, familles démunies, jeunes en rupture. Chaque jour, 70 repas sont préparés et distribués grâce à l'implication de bénévoles. Au-delà de la réponse aux besoins alimentaires, ce projet vise à recréer du lien social, à redonner dignité et confiance à des publics fragilisés, afin de ne laisser personne de côté et contribuer, à l'échelle locale, à l'éradication de la pauvreté.

STRUCTURE 4

La Cloche

En mobilisant citoyennes, commerçant·es et associations, La Cloche agit contre l'isolement des personnes en situation de précarité et notamment des personnes sans domicile en favorisant leur inclusion dans la vie locale. Ses actions facilitent la création de lien social, permettent la montée en compétences des personnes concernées par la précarité, favorisant la confiance en soi et en l'autre. L'association repose sur la participation active des personnes concernées, la coopération locale et un modèle économique hybride combinant financements publics, privés et engagement bénévole. Par son approche solidaire, La Cloche permet aux personnes en précarité de retrouver une place dans la société.

STRUCTURE 5

Emmaüs

Emmaüs Nouvelle-Aquitaine lutte activement contre la pauvreté. En effet, en accueillant, logeant et réinsérant les personnes en situation de précarité, le mouvement offre une seconde chance à ceux qui en ont besoin. Grâce à ses communautés et à ses structures solidaires, Emmaüs favorise l'autonomie par le travail. Il s'appuie sur l'économie circulaire pour créer des emplois inclusifs. Ce modèle solidaire incarne une réponse concrète et humaine à l'exclusion sociale.

**ZOOM SUR...****Les Bureaux du Cœur**

Les Bureaux du Cœur sont une initiative solidaire visant à créer de nouvelles formes de solidarité entre les personnes sans logement et le monde de l'entreprise. Fondée en 2019 à Nantes, l'association est aujourd'hui présente à Bordeaux et dans une trentaine de villes en France. Son objectif est d'offrir un hébergement temporaire aux personnes en difficulté en utilisant des bureaux inoccupés la nuit.

Le projet s'adresse à un public spécifique : des adultes majeurs, seuls (sans enfant, conjoint ou animal de compagnie), sans addiction ni problème médical majeur, et suivis par une structure d'accompagnement social. Il répond à un besoin urgent de logement, en proposant une solution innovante identifiée grâce à l'observation du grand nombre de bureaux inutilisés en dehors des horaires de travail.

Concrètement, l'association recrute des entreprises prêtes à accueillir des personnes sans domicile pour une durée limitée (généralement entre trois et six mois). Elle établit des partenariats avec des structures d'accompagnement social qui assurent le suivi des bénéficiaires. Depuis 2021, à Bordeaux, neuf entreprises ont participé au programme, permettant d'héberger environ 25 personnes. À l'échelle nationale, plus de 200 entreprises ont accueilli près de 600 personnes depuis la création du projet.

La gouvernance du projet repose sur une coopération entre plusieurs acteur·ices. Les entreprises adhèrent à l'association en s'acquittant d'une cotisation, tandis que les structures d'accompagnement social signent un partenariat gratuit. L'association est animée par une équipe de permanent·es et de bénévoles, qui assurent le suivi des accueils et veillent au respect des valeurs du projet.



Le modèle socio-économique repose sur la gratuité de l'accueil, limité dans le temps. Bien que les personnes hébergées ne soient pas directement impliquées dans la gestion du projet, elles bénéficient d'un cadre favorisant leur socialisation. En effet, les interactions avec le monde de l'entreprise peuvent parfois aboutir à des opportunités professionnelles ou faciliter l'accès à un logement durable.

Au-delà de son impact sur les personnes accueillies, le projet sensibilise les entreprises aux enjeux de l'exclusion sociale et favorise les échanges entre différents acteurs du territoire. Il ne se substitue pas aux dispositifs traditionnels de logement, mais offre une solution complémentaire et temporaire, créant ainsi un levier de coopération renforcé entre les structures d'aide et le monde économique.

2 FAIM «ZÉRO»



Les acteurs de l'ESS contribuent à garantir une alimentation saine, accessible à tous, en luttant contre la précarité, en favorisant l'insertion et en impliquant les citoyen·nes dans des projets solidaires et durables.



ÉCLAIRAGE

Jean-Luc Gleyze, président du département de la Gironde

L'objectif de « créer un monde à l'abri de la faim d'ici 2030 » prend tout son sens en Gironde, où 200 000 personnes, soit 12 % de la population, souffrent de précarité alimentaire, et où le département n'a qu'une semaine d'autonomie alimentaire. Face à ce constat, il est impératif de renforcer les coopérations au cœur du modèle ESS et de la « méthode girondine ». Cela se traduit par un soutien fort aux acteurs de l'ESS (500 M€), des expérimentations innovantes comme la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA), et des moments

d'échanges et de parrainages entre pairs via des initiatives telles que le réseau des Fermes Gironde Alimen'terre. De la Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la SSA, c'est en créant des synergies locales entre santé, écosystèmes, chaînes d'approvisionnement et modes de production et consommation que nous pourrions bâtir un système alimentaire résilient, rémunérateur et nourrissant, garantissant à chacun·e une alimentation saine et accessible.

STRUCTURE 1

Épicerie solidaire L'Escale

L'épicerie solidaire portée par l'association Escale Solidaire a pour objectif de favoriser l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour les personnes en situation de précarité. Concrètement, elle propose des produits alimentaires à prix réduits, tout en accompagnant les bénéficiaires vers une autonomie alimentaire. Les produits proposés proviennent majoritairement d'achat auprès de la Banque Alimentaire et des grandes surfaces. Grâce au soutien financier du réseau ANDES, le Réseau national des épiceries solidaires, l'épicerie solidaire s'approvisionne aussi en produits biologiques et/ou locaux auprès d'une ferme locale et des commerces de proximité afin de favoriser l'alimentation de meilleure qualité et le circuit court.

STRUCTURE 2

Ferme solidaire Lacoste

La Ferme solidaire de l'éco-lieu Lacoste, située à Tarnos, produit des légumes biologiques tout en étant un acteur clé de l'insertion professionnelle et de la relocalisation de l'alimentation. Son objectif principal est d'accompagner les salarié·es vers un emploi durable ou une formation grâce à des ateliers-chantier en maraîchage biologique. Parallèlement, elle encourage de nouvelles pratiques alimentaires et favorise les échanges locaux.

Le projet vise à nourrir les habitant·es de manière saine, tout en respectant l'environnement et la biodiversité. Il inclut aussi un espace-test agricole et des jardins partagés pour l'éducation populaire sur l'agroécologie. La Ferme solidaire fait partie du Pôle territorial de coopération économique Sud Aquitaine et adhère aux réseaux Cocagne et Civam.

STRUCTURE 3

Association Capée

L'association Capée, réseau d'initiatives et d'emploi, porte un projet de développement économique, social et solidaire à Grand Poitiers. Elle favorise l'emploi de proximité, accompagne les personnes porteuses de projets et anime un réseau d'acteurs et d'actrices engagé·es dans l'insertion. Capée coordonne l'action des organisations de l'aide alimentaire au sein du Projet alimentaire territorial. Elle lutte contre la précarité alimentaire en facilitant l'accès à une alimentation durable et en améliorant la logistique des épiceries solidaires et en diversifiant leurs sources d'approvisionnement en ciblant notamment des productions locales. En fédérant une cinquantaine d'organisations locales, elle construit un modèle économique solidaire au service de l'inclusion et de l'emploi.

STRUCTURE 4

Banque Alimentaire Gironde

La Banque Alimentaire de Bordeaux et de la Gironde est une association humanitaire qui collecte gratuitement des denrées alimentaires pour les redistribuer à des personnes en situation de précarité. Elle s'appuie sur un réseau de 127 associations et Centres communaux d'action sociale (CCAS) partenaires pour aider environ 22 300 personnes, soit l'équivalent de 12 millions de repas distribués. Son objectif est de lutter contre la précarité alimentaire. La Banque Alimentaire valorise la coopération territoriale en collaborant avec un large réseau de partenaires locaux. Elle fonctionne grâce à l'engagement de nombreux-ses bénévoles, favorisant une gouvernance participative et l'implication des usager-es. Elle participe à l'accompagnement social par le biais de l'alimentation responsable et la lutte contre le gaspillage.

STRUCTURE 5

VRAC Bordeaux

L'association VRAC Bordeaux (Vers un réseau d'achat en commun) développe des groupements d'achats dans les quartiers populaires de la métropole bordelaise. Elle propose aux habitant-es des produits de qualité issus d'une agriculture durable, biologique et équitable à des prix accessibles, grâce à aux circuits courts et à l'achat en grande quantité. Ses actions visent à améliorer l'accès à une alimentation saine et durable pour tous et toutes et s'inscrivent dans une démarche de justice alimentaire. VRAC Bordeaux vise également à sensibiliser les habitant-es aux enjeux d'une alimentation durable en lien avec les problématiques environnementales et de santé, tout en renforçant la cohésion sociale par des espaces de socialisation et d'entraide.

**ZOOM SUR...****Acclimat'action**

Le Collectif Acclimat'action, devenu une association en 2024, regroupe à la fois des chercheur-euses et 9 structures de l'éducation populaire, de l'économie sociale et solidaire et du travail social. Il porte une initiative de caisse commune de l'alimentation qui expérimente concrètement ce que pourrait être une Sécurité Sociale de l'alimentation en Gironde. L'objectif : rendre une alimentation durable et de qualité accessible sur quatre territoires : le Pays Foyen, le Sud Gironde, Bordeaux et Bègles. Cette expérimentation de vise à impulser une transformation globale du système alimentaire par les habitant-e-s des territoires eux-mêmes.

De 2020 à 2023, des actions de sensibilisation et de mobilisation ont été menées pour relier alimentation et changement climatique. En 2023, un parcours d'engagement a rassemblé 40 habitant-es, qui ont co-construit une charte de conventionnement des lieux et des produits, servant de base à la caisse de l'alimentation. Lancée en mars 2024, cette caisse regroupe 176 foyers sélectionnés selon des critères de représentativité économique et familiale. Chaque foyer bénéficie d'une allocation mensuelle versée en MonA, une monnaie dématérialisée : 150 MonA pour une personne seule, puis 75 MonA par personne supplémentaire. Le financement de cette expérimentation repose à 25 % sur les cotisations des participant-es, et à 75 % sur des subventions publiques.

Les participant-es se réunissent chaque mois pour débattre des décisions à l'échelle de leur territoire, notamment du choix des producteur-ices, artisan-es ou distributeur-ices, et des produits conventionnés.

Il existe plusieurs instances de décisions, à des échelles différentes, ce qui encourage la coopération entre les institutions, les structures de l'ESS et les citoyen-nes impliqué-es dans le projet : le conseil d'administration, la caisse commune, les quatre caisses locales. En parallèle, un comité scientifique suit l'expérimentation, et des échanges mensuels permettent de discuter des pratiques alimentaires et de la gouvernance des caisses locales.

Acclimat'action fait partie du collectif SSA national, et du réseau inter-caisses pour échanger sur des problématiques communes. La SSA repose sur trois principes fondamentaux : l'universalité, le conventionnement démocratique et la cotisation sociale.



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



Les acteurs de l'ESS contribuent à renforcer l'accès aux soins, en innovant dans les pratiques de soin et d'accompagnement, en soutenant les publics vulnérables et en ancrant des actions solidaires dans les territoires.



ÉCLAIRAGE

Xavier Fortinon, président du département des Landes

Il est crucial de rappeler que l'ESS n'est pas un simple palliatif aux effets négatifs de l'économie marchande, mais une véritable manière de faire société autrement. Loin d'être une économie du passé, l'ESS incarne une modernité fondamentale face aux défis contemporains. Dans le domaine de la santé et du bien-être, elle représente l'épine dorsale de notre système de solidarité, avec des acteurs engagés qui, chaque jour, agissent pour les plus vulnérables, souvent avant même que l'État n'intervienne. Les structures de l'ESS assument des missions de service public, mais elles doivent

sortir de la fragmentation et s'unir pour peser davantage dans les choix politiques.

Les collectivités locales, départements et région doivent reconnaître l'ESS comme un partenaire stratégique à part entière, et non comme un simple prestataire. Cette responsabilité partagée est essentielle pour une action publique plus forte, notamment dans la santé et les solidarités, bien que de nombreux obstacles institutionnels et financiers restent à surmonter. C'est un chantier complexe mais nécessaire pour construire un avenir solidaire et inclusif.

STRUCTURE 1

Fondation Bagatelle

La Maison de santé protestante de Bordeaux-Bagatelle est une fondation d'utilité publique qui agit dans une logique de bien commun en proposant soins et accompagnement dans les secteurs sanitaire, médico-social, social et de la formation, via onze établissements en Nouvelle-Aquitaine. Elle se distingue par son modèle non lucratif, garantissant un accès universel aux soins, sans dépassement d'honoraires, et une prise en charge intégrative au-delà du médical. Elle développe une approche humaniste de la santé, prenant en compte les dimensions physiques, psychologiques et sociales des patients, avec une attention particulière aux publics vulnérables. La MSPB-Bagatelle s'engage dans une démarche d'innovation sociale, menant des actions de prévention, d'éducation à la santé et de formation des professionnel·les. Elle contribue à l'évolution du système de santé vers plus de solidarité et de coopération, en renforçant le lien entre hôpital, domicile et structures d'accompagnement.

STRUCTURE 2

Maison d'Ella

La Maison d'Ella est un lieu de soin dédié à prise en charge globale des femmes victimes de violences à Bordeaux, coordonné par l'association le CACIS (Centre

accueil consultation information sexualité). La Maison d'Ella, propose un accompagnement social et juridique, des consultations psychologique, des soins médicaux, des groupes de parole ou encore des ateliers de soins corporels et d'estime de soi. En 2024, ce service piloté en coopération avec de nombreuses associations et institutions locales, a accueilli 504 femmes en 2024. L'association propose également des actions d'éducation et des formations à destination des jeunes et professionnel·les, pour faciliter la détection et la prévention des violences. Elle anime également un réseau régional dédié à l'amélioration de la prise en charge du psychotraumatisme des femmes victimes de violences.

STRUCTURE 3

SCIC Culture & Santé

Le Pôle Culture & Santé est une société coopérative d'intérêt collectif qui a pour objectif de mettre en lien, d'accompagner et d'orienter des professionnel·les de la culture et de la santé afin d'encourager la mise en place de projets au sein d'établissements de santé. La coopérative mène également des expérimentations sur le thème culture et santé. En favorisant des actions culturelles en milieu de soin, elle contribue au respect des droits culturels des personnes.

STRUCTURE 4

L'Autre Institut

Le projet L'Autre Institut, porté par l'association Princ'ESS, propose des soins et du bien-être comme support à un accompagnement socioprofessionnel pour des personnes en insertion. Grâce à un modèle hybride, combinant un institut fixe ouvert à toutes et tous et des interventions itinérantes « hors les murs », L'Autre Institut propose aussi un accompagnement psycho-socio-esthétique pour des publics vulnérables dans le social et le médico-social. L'institut tisse des partenariats avec des structures privées ou publiques en Gironde. Les personnes qui consomment des prestations esthétiques et bien-être contribuent concrètement à l'accès aux soins et à l'accompagnement socio-esthétique. Cette initiative favorise l'inclusion sociale et professionnelle des praticiennes, mais aussi la valorisation de l'image de soi auprès de publics fragiles.

L'Autre Institut se distingue par l'utilisation de produits respectueux de l'environnement, ainsi que par son ancrage local et sa coopération avec d'autres structures du territoire.

STRUCTURE 5

Clinique mutualiste

La Clinique mutualiste de Pessac, membre du réseau Pavillon de Mutualité propose des services médicaux et chirurgicaux accessibles à toutes et tous. Elle constitue le premier groupe d'offre de soins mutualiste en Nouvelle-Aquitaine. Elle vise à améliorer la santé et le bien-être en proposant une prise en charge globale, des soins adaptés et accessibles. Elle se distingue par la création récente d'un pôle dédié à l'endométriose, mais également dans sa forme juridique. Étant un établissement à but non-lucratif, les excédents sont réinvestis dans l'amélioration continue des soins.



ZOOM SUR...

Le Groupe VYV

Le Groupe VYV est le premier acteur mutualiste de santé et de protection sociale français. Son engagement repose sur une raison d'agir : rendre le droit à la santé accessible à toutes et tous, sur l'ensemble des territoires, en faisant aussi de l'alimentation un droit social. Le groupe a structuré sa stratégie santé-environnement, lancée en 2018, pour répondre à la question de l'alimentation comme déterminant clé de la santé, et à son impact sur la biodiversité, l'environnement et l'humain. Bien que 20 % de notre état de santé dépendent de notre héritage génétique, les 80 % restants sont influencés par des facteurs externes tels que l'alimentation, le logement et l'environnement.

Cette ambition s'inscrit dans les politiques publiques de transition alimentaire. Le Programme National Nutrition Santé (PNNS) définit les recommandations pour améliorer la nutrition et prévenir les maladies chroniques, tandis que le Programme national santé environnement (PNSE) prend en compte les liens entre environnement et santé, notamment via l'alimentation. La loi Egalim impose une part croissante d'aliments durables et de qualité en restauration collective, et la loi AGEC (Anti-gaspillage pour une économie circulaire) vise à réduire le gaspillage alimentaire et encourager des pratiques vertueuses. Ces cadres réglementaires orientent les stratégies du Groupe VYV pour promouvoir une alimentation saine, durable et socialement équitable.

Un exemple concret est la transformation de l'établissement de soins médicaux et de réadaptation (SMR) de l'Arbizon, qui a repensé son organisation autour de l'alimentation : recrutement d'un chef confirmé, repas personnalisés selon les besoins des patient-es, installation d'une cuisine centrale, partenariats avec des producteurs, éleveur-euses, agriculteur-ices du territoire, et menus élaborés avec médecins, diététicien-nes, cadres de santé, patient-es et chef-fes.

Cette innovation a amélioré la satisfaction des patient-es, renforcé la stabilité des équipes, réduit le gaspillage alimentaire et créé des liens forts avec le territoire, contribuant à l'économie locale.

Cette démarche, menée avec l'appui de l'équipe de l'établissement de l'Arbizon, a ensuite été déployée dans l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) de Horgues de VYV³ Terres d'Oc. Fort de cette expérience, le Groupe VYV veut accompagner ses unions territoriales à transformer leur modèle alimentaire en s'inspirant de ce dispositif via des stratégies locales adaptées. L'objectif est de promouvoir un modèle de transition environnementale et agricole par la santé et l'alimentation, répondant aux enjeux sanitaires, environnementaux et économiques, tout en renforçant les liens sociaux et territoriaux.



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



Les acteurs de l'ESS contribuent au développement d'une éducation de qualité en luttant contre les inégalités d'accès à éducation, en expérimentant des pédagogies participatives, en coopérant localement et en faisant de l'éducation un levier d'émancipation individuelle et collective.



ÉCLAIRAGE

Marie-Laure Cuvelier, conseillère régionale déléguée à l'économie sociale et solidaire (ESS) et à l'ouverture de l'action régionale, région Nouvelle-Aquitaine

Partout, l'ascenseur social est en panne, et en Nouvelle-Aquitaine, l'accès à une éducation de qualité reste un défi majeur, notamment dans les territoires les plus vulnérables : zones rurales, quartiers prioritaires... Les inégalités territoriales, le décrochage scolaire et la nécessité d'adapter l'offre éducative aux enjeux contemporains sont des problématiques clés. Dans ce contexte, l'éducation populaire prend toute son importance en offrant à tous les jeunes, quels que soient leurs milieux, les moyens de réussir, de s'émanciper et de devenir des actrices et acteurs engagés de la société. Les initiatives locales comme Les Petits Débrouillards,

Léo Lagrange, l'APEEF ou encore les CLAS (Contrat local d'accompagnement à la solidarité) des centres sociaux sont des réponses concrètes et diversifiées. L'économie sociale et solidaire (ESS) joue un rôle central en offrant des solutions adaptées, grâce à son ancrage territorial, sa capacité à coopérer et à innover collectivement.

Son modèle hybride, associant financements publics, privés et bénévolat, assure la pérennité et l'accessibilité des projets.

Avec près de 220 000 salarié-es dans la région, l'ESS est une force incontournable pour garantir une éducation inclusive et émancipatrice.

STRUCTURE 1

Léo Lagrange

Association d'éducation populaire reconnue d'utilité publique et à but non lucratif, la Fédération Léo Lagrange mobilise l'éducation non formelle et la formation tout au long de la vie pour contribuer à l'émancipation individuelle et collective et agir pour l'égalité des chances.

Résolument inscrite dans l'ESS, elle compte aujourd'hui 45 000 adhérent-es, 900 000 usager-es, 6950 professionnel-les et intervient dans les champs de l'animation (accueils de loisirs, activités périscolaires), de la formation professionnelle et de la petite enfance (accueil du jeune enfant). Elle accompagne sur l'ensemble du territoire près de 500 collectivités et acteurs publics dans la mise en œuvre de politiques éducatives, socio-culturelles et d'insertion. Par l'éducation populaire et l'engagement, elle permet à toute personne d'exercer pleinement son pouvoir d'agir et de devenir acteur ou actrice d'une société plus solidaire et démocratique.

STRUCTURE 2

L'APEEF

Le projet éducatif de l'APEEF trouve son ancrage auprès des valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de laïcité, de respect de l'altérité et de non-discrimination. Défini par la direction générale et validé par le conseil d'administration, il est construit de manière collégiale par l'ensemble de salarié-es. Il repose sur les quatre principes fondateurs de l'association : accueillir l'enfant et sa famille, favoriser l'éveil culturel et artistique de l'enfant, être un cadre de recherche et de réflexion, de formation et d'études dans le domaine de la petite enfance, de l'enfance et de la famille, s'inscrire dans le tissu social à travers un partenariat quotidien avec les différentes institutions.

STRUCTURE 3

La SCIC Acc'ESS

Fondée en 2021, ACC'ESS est une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) étudiante qui propose des services de conseil et accompagnement aux structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Nouvelle-Aquitaine.

Les missions sont menées par les étudiant-es du master économie sociale et solidaire et innovation sociale (ESSIS) de Sciences Po Bordeaux. La SCIC est conçue comme un véritable outil de transformation sociale et permet aux étudiant-es de mettre en pratique leurs apprentissages, de développer leurs compétences, de gagner en responsabilité à travers des expériences concrètes et aux structures d'en bénéficier à des tarifs adaptés à leurs moyens. Enfin, la forme coopérative permet d'intégrer au sociétariat les différentes parties prenantes du projet, ce qui en fait un véritable espace de dialogue et d'échanges entre le monde universitaire (étudiant-es et chercheur-es), les structures et réseaux ESS du territoire, ainsi que les collectivités et les citoyen-n-es.

STRUCTURE 4

Chantier Sonore

Chantier Sonore est une association d'éducation aux médias et à l'information par la pratique radiophonique, implantée sur le Bassin d'Arcachon. Elle propose des ateliers immersifs ouverts à toutes et tous – de l'enfance aux senior-es, y compris les publics empêchés – où les participant-es apprennent à analyser, créer et diffuser des contenus audios. Si le jeune public est au cœur de son action, l'association s'adresse à une grande

diversité de publics. Son projet vise à renforcer l'esprit critique face aux médias en sensibilisant aux enjeux de la production sonore et de la diffusion de l'information. Chantier Sonore favorise la coopération territoriale en collaborant avec des écoles, des structures culturelles et des structures médico-sociales.

STRUCTURE 5

CLAS des centres sociaux

Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) est un dispositif national financé par la Caisse d'allocations familiales (CAF) et porté par des structures de l'ESS, notamment les centres sociaux. Il propose aux enfants et jeunes des ateliers éducatifs, culturels et méthodologiques hors temps scolaire. Animés par des professionnel-les et bénévoles, ces ateliers sont organisés avec les établissements scolaires et en lien avec les familles. Les objectifs du CLAS s'alignent sur l'Objectif de développement durable (ODD) n° 4 : Éducation de qualité. En offrant un soutien complémentaire, il vise une éducation inclusive et équitable et promeut l'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Le CLAS renforce la coopération entre centres sociaux, écoles et familles au niveau local, consolidant le tissu social de la communauté.



ZOOM SUR...

Les Petits Débrouillards

Les Petits Débrouillards Nord Aquitaine font partie d'un réseau national d'éducation populaire scientifique, actif depuis 1986. L'association s'est implantée en Aquitaine, puis en Poitou-Charentes en 2006 et au Limousin, couvrant aujourd'hui une grande partie de la Nouvelle-Aquitaine.

Sa mission est de rendre la culture scientifique accessible à tou-t-es, en particulier aux publics éloignés des institutions classiques. L'objectif est de réduire les inégalités d'accès en allant directement vers les populations, avec des outils nomades. C'est le cas du programme **Les Sciences en bas de chez toi**, mis en place depuis 20 ans : une semaine d'animations scientifiques dans les quartiers, libres et sans inscription. Chaque année, un thème est exploré ; en 2025, ce sera l'océan.

L'association organise ses actions autour de trois grandes campagnes : le numérique, la transition écologique et sociale, et le vivre-ensemble. Elle développe deux types d'outils pédagogiques : des ressources nationales (mallettes, supports pour salarié-es et bénévoles) et des outils locaux (escape games, jeux de cartes). En 2024, 46 000 enfants ont bénéficié des actions en Nouvelle-Aquitaine Nord, dont 3 000 via **Les Sciences en bas de chez toi**.

L'association est structurée avec un conseil d'administration et un bureau, dans une gouvernance partagée. Son assemblée générale regroupe collectivités et particuliers. Elle peut compter sur ses bénévoles réguliers, 17 salarié-es permanent-es, une trentaine d'animateur-ices vacataires et des volontaires en service civique.

Elle développe aussi des partenariats locaux avec villes et agglomérations (conseil municipal des enfants d'Angoulême, La Rochelle Territoire zéro carbone, plans alimentaires de territoire, programmes de prévention des risques...). Le conseil municipal des Enfants favorise l'appropriation de la ville par les jeunes et leur offre une expérience concrète de la démocratie locale. L'association collabore également avec centres sociaux et maisons de quartier, s'appuyant sur ces structures pour optimiser son implantation dans 400 lieux d'intervention.



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Les acteurs de l'ESS contribuent à renforcer l'égalité entre les sexes en agissant pour l'émancipation, la justice sociale et la lutte contre les discriminations, en soutenant les femmes dans l'accès aux droits, l'entrepreneuriat, la santé, la sécurité.



ÉCLAIRAGE

Johanna Dagorn, chercheuse associée au Laboratoire LACES-UR 7437 à l'université de Bordeaux, co-directrice d'ARESVI

Depuis les années 1970, les organisations de l'ESS jouent un rôle central dans la promotion de l'égalité entre les sexes, qui évolue aujourd'hui vers l'égalité entre les genres. Des fédérations historiques comme le Planning Familial, les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) ou encore la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) ont agi de manière décisive pour défendre les droits des femmes, lutter contre les violences sexistes. Certaines mutuelles ont également été pionnières sur les enjeux de santé sexuelle et reproductive, en soutenant l'accès à la contraception, à l'IVG, à la PMA ou encore à la santé gynécologique pour toutes. De nombreuses initiatives portées par

des acteurs de l'ESS accompagnent les femmes dans la création d'entreprise, l'accès aux droits, au logement et à la santé. Ces initiatives concrètes témoignent de la capacité de l'ESS à proposer des réponses pour faire progresser l'égalité réelle.

Dans le même temps, comme l'économie conventionnelle, l'ESS fait face à de nombreux défis concernant l'équité entre les genres. En Nouvelle-Aquitaine, les femmes demeurent globalement sous-représentées aux postes de direction, comme sur la fonction de présidence. L'enjeu de l'ESS est ainsi de promouvoir la parité et des gouvernances coopératives basées sur une éthique du « care ».

STRUCTURE 1

Nouveaux Cycles

L'association Nouveaux Cycles, créée en 2019, œuvre pour la santé gynécologique, menstruelle et sexuelle, en Gironde et dans les Landes. Pour cela, elle propose des ateliers de sensibilisation, des formations, des actions de plaidoyer, et organise des événements innovants et inclusifs. L'objectif est notamment de permettre une éducation menstruelle et sexuelle pour toutes et tous, considérée comme un droit fondamental. Les actions de Nouveaux Cycles s'inscrivent dans une lutte contre le sexisme, les stéréotypes et les discriminations liées au genre. L'association met également en avant des méthodes d'animations issues de l'éducation populaire, et favorise les temps d'intelligence collective et la participation démocratique.

STRUCTURE 2

Les affolé·e·s de la Frange

L'association Les Affolé·e·s de la Frange lutte contre toutes les discriminations et les violences, notamment celles faites aux femmes et aux personnes LGBTQia + Elle propose des ateliers et stages d'autodéfense féministes et populaires, ainsi que des événements festifs, des rencontres et des discussions pour sensibiliser et éduquer le public sur ces enjeux. L'association se déplace à la demande sur toute la Nouvelle-Aquitaine. Elle collabore avec divers acteur·rices locaux·les, y compris des commerçant·es partenaires dans le cadre du dispositif « Lanterne », qui offre un espace de mise en sécurité rapide en cas d'agressions sexuelles ou sexistes.

STRUCTURE 3

Les Premières Nouvelle-Aquitaine

L'incubateur Les Premières Nouvelle-Aquitaine booste l'entrepreneuriat en misant sur la mixité. Sa mission ? Accompagner les femmes et les équipes mixtes dans le développement de projets innovants à fort potentiel de création d'emplois dans la région avec des programmes d'incubation et d'accélération complets. Qu'il s'agisse d'innovations produits, services, territoriales ou sociales, l'objectif est clair : bâtir un monde plus égalitaire, inclusif, écologique et durable. En révélant le potentiel des femmes entrepreneures et en les guidant vers la réussite, Les Premières accélère la mixité, la diversité et l'essor d'emplois durables en Nouvelle-Aquitaine. L'association favorise la coopération territoriale pour maximiser son impact sur le terrain, comme les autres incubateurs membres, comme elle, de la fédération Les Premières, qui porte au national l'enjeu de l'égalité des sexes et de la mixité.

STRUCTURE 4

AFIPAR

L'AFIPAR est une association qui accompagne les initiatives en faveur du développement durable et des transitions dans les territoires ruraux. L'association s'engage

en faveur de l'égalité des sexes en milieu rural en proposant des programmes spécifiques pour les femmes entrepreneures ou porteuses de projet. Elle organise par exemple des formations telles que « Trouver des solutions pour organiser votre travail » et « Savoir pitcher mon projet ou mon activité », destinées à soutenir les femmes dans le développement de leurs initiatives professionnelles. De plus, l'association a mis en place trois réseaux locaux de femmes entrepreneures ou porteuses de projet en milieu rural dont un spécifique aux femmes agricultrices, visant à favoriser l'échange, le soutien et la collaboration entre ces femmes.

STRUCTURE 5

Toutes à l'abri

L'association Toutes à l'abri offre un espace de socialisation et de soutien aux femmes en situation de précarité, en rompant leur isolement et en favorisant leur réinsertion sociale. En plus d'un accueil bienveillant, l'association propose des repas, un espace de repos, la possibilité de prendre une douche ou se reposer et des ateliers créatifs et de bien-être. Ses maraudes hebdomadaires permettent aussi de distribuer des repas et des kits d'hygiène aux personnes sans abri vivant dans la rue.



ZOOM SUR...

Centre information sur les droits des femmes et des familles - CIDFF Gironde

Créé dans la lignée des premiers constats des années 70 sur les inégalités de genre et le manque d'information des femmes, le CIDFF Gironde est né sous l'impulsion du premier Ministère des droits des femmes, porté par des féministes engagées et la Déléguée régionale aux droits des femmes. Si le statut des femmes a évolué, des inégalités persistent encore aujourd'hui, et le CIDFF continue d'être un acteur clé pour l'émancipation des femmes et agit pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'autonomie des femmes et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Association d'intérêt général, il offre un accompagnement gratuit, neutre et accessible en Gironde.

Le CIDFF de Gironde mène plusieurs actions essentielles : accès au droit avec 33 permanences gratuites, accompagnement des victimes de violences, insertion professionnelle via l'emploi et l'entrepreneuriat, et sensibilisation du grand public, des jeunes et des professionnels. Les enjeux d'égalité. Chaque année, 5000 personnes bénéficient d'un suivi individuel et 4800 sont sensibilisées en collectif.

Le CIDFF Gironde est administré par un conseil d'administration composé de 11 membres minimum, élus pour trois ans. Ce conseil définit les grandes orientations stratégiques et délègue la gestion quotidienne à un bureau. Contrairement à d'autres associations, les seules personnes bénévoles sont celles du conseil d'administration et du bureau, tandis que toutes les interventions sont assurées par des salarié·es qualifié·es.

Son impact dépasse l'aide directe aux femmes : il contribue à transformer la société en intégrant l'égalité dans les pratiques locales, en déconstruisant les stéréotypes et en renforçant la coopération entre acteurs du territoire.



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



Les acteurs de l'ESS contribuent à une gestion durable de l'eau pour toutes et tous en développant des solutions écologiques, solidaires et circulaires pour préserver la ressource, améliorer l'accès à l'eau et favoriser une gestion collective, locale et durable des milieux aquatiques.



ÉCLAIRAGE

Christine Bost, présidente de Bordeaux Métropole

Face au dérèglement climatique, la question de l'eau devient centrale pour nos territoires. Bordeaux Métropole a reconnu sa qualité de bien commun au moyen de la mise en place d'une régie dédiée en 2023 avec le souhait de relever également les enjeux de raréfaction de la ressource, de la qualité des milieux et de la solidarité d'accès.

Ces défis exigent des réponses collectives, durables et innovantes. L'économie sociale et solidaire est un levier qui permet de conjuguer transition écologique et approches innovantes, c'est pourquoi Bordeaux Métropole la soutient au moyen d'une politique dédiée. L'exemple de la Maison

de la matière organique oubliée (MAMMO), lauréate du prix coup de cœur ESS métropolitain dès 2019, témoigne d'un projet réussi en faveur de la préservation de la ressource en eau à travers notamment le déploiement de solutions d'assainissement écologique en milieu urbain : expérimentation de toilettes sèches chez des particuliers et auprès des grands événements, gestion circulaire et de proximité des matières organiques résiduelles et ancrage dans les filières de valorisation font partie intégrante des actions mises en place pour une gestion plus durable et adaptée de l'eau.

STRUCTURE 1

Surfrider Foundation

Surfrider Foundation lutte contre la pollution de l'océan en combinant des actions de terrain et de plaidoyer politique. À travers la collecte de déchets pour quantifier et influencer les politiques publiques, elle œuvre à l'échelle locale, nationale et européenne pour limiter les déchets aquatiques. Son engagement s'étend également à la qualité de l'eau et à la santé des usager-es, en travaillant sur la réglementation des eaux de baignade, les eaux résiduelles urbaines et la présence de substances chimiques dans le milieu marin. Surfrider Foundation sensibilise, mobilise et agit pour des réglementations plus ambitieuses et une meilleure préservation des écosystèmes.

STRUCTURE 2

UNIGAIA

La SCOP UNIGAIA développe des solutions écologiques pour la purification et la production de l'eau, en œuvrant surtout pour l'accès à une eau de qualité pour toutes et tous, paramétrée notamment pour une meilleure hydratation des personnes âgées, afin d'améliorer leur état de santé. Avec l'appui de UNIGAIA Solidarité, son association 1901, UNIGAIA œuvre pour une gestion durable et solidaire de l'eau, en installant

des systèmes innovants de purification, de filtration et d'assainissement notamment en Afrique. Son engagement s'étend au Bénin, où elle accompagne des projets d'accès à l'eau potable, contribuant à l'amélioration des conditions de vie locales. UNIGAIA mise aussi sur la sensibilisation des jeunes sur les questions de l'eau, leur transmettant des savoir-faire essentiels pour la transition écologique.

STRUCTURE 3

Cycl'eau

Cycl'eau est une association qui vise à mettre en relation et rapprocher les acteur-ices de l'eau à l'échelle régionale, notamment en Nouvelle-Aquitaine, comme des professionnel·les des collectivités, des entreprises et des laboratoires de recherche. Elle encourage la protection et la gestion durable de la ressource en eau, la préservation de la qualité des écosystèmes aquatiques et la valorisation du patrimoine aquatique en organisant des salons professionnels et des événements dédiés aux rencontres et aux échanges entre les acteur-ices. L'association favorise la collaboration entre les organisations de la filière de l'eau, renforçant ainsi les synergies, l'innovation et les bonnes pratiques au service d'une gestion durable et concertée de la ressource.

STRUCTURE 4

Cogest'eau Charente (coopérative de gestion de l'eau - organisme unique de gestion collective)

Cogest'eau Charente est une coopérative créée en 2013, reconnue comme Organisme unique de gestion collective (OUGC) pour l'irrigation agricole dans plusieurs sous-bassins du bassin versant de la Charente. Portée par un modèle de gouvernance coopérative, elle associe étroitement les agriculteur-ices et les organisations locales aux décisions concernant la gestion de l'eau. En 2017, elle a obtenu une Autorisation unique de prélèvement (AUP), devenant l'interlocutrice unique pour l'attribution des volumes d'eau d'irrigation. Chaque année, elle élabore un Plan annuel de répartition (PAR) et anticipe les situations de crise via des mesures adaptées. Grâce à une gestion collective et concertée, Cogest'eau favorise l'équilibre entre les besoins agricoles et la préservation de la ressource.

STRUCTURE 5

Ceseau

Créée en février 2007, l'association Ceseau œuvre pour la préservation de la ressource en eau et des écosystèmes qui en dépendent. Elle agit pour réduire les pollutions et favoriser une gestion raisonnée de cette ressource essentielle. Portée par un collectif engagé, l'association rend accessible les données scientifiques sur l'eau et sensibilise divers publics aux enjeux environnementaux. Elle accompagne le changement de pratiques en proposant des solutions adaptées pour une gestion plus durable de l'eau et de l'environnement. Elle conseille également l'action publique et privée en apportant expertise, ingénierie et solutions durables pour leurs démarches environnementales. Ceseau aide à mieux comprendre les enjeux liés à l'eau et encourage un usage responsable et durable de la ressource à l'échelle locale en Nouvelle-Aquitaine.



ZOOM SUR...

MAMMO

Le projet porté par la MAMMO (Maison des matières organiques oubliées) vise à favoriser la valorisation des matières organiques dites « oubliées », ce, en travaillant à la mise en place de filières de gestion de ces flux de façon collective, circulaire et locale. La tête de filière englobe alors l'installation de nouvelles infrastructures (toilettes sans eau, couches compostables), la collecte, la transformation des matières et enfin leur retour au sol, notamment pour l'agriculture.

Créée en 2019, l'association a pour ambition d'avoir un impact positif sur les consommations d'eau et sur sa qualité, ainsi que sur la gestion des matières organiques aujourd'hui considérées comme étant des déchets, tandis qu'elles détiennent pourtant une réelle valeur ajoutée. Le projet s'étend sur le territoire de la métropole bordelaise et de la Gironde, et nécessite l'implication des acteur-ices locaux-les : citoyen-nes, collectivités, entreprises, jusqu'aux agriculteur-ices prochainement.

L'association a dernièrement porté une étude de gisements de matières organiques produits sur la métropole, notamment des excréta et des couches compostables,

afin d'élaborer des scénarios d'équipement et valorisation envisageables à l'échelle girondine. À plus long terme, la MAMMO prévoit de structurer la filière et d'implanter une plateforme de démonstration pour expérimenter et démontrer l'efficacité de différentes méthodes de traitement, et ainsi encourager leur acceptation à plus grande échelle.

Le projet repose sur une gouvernance horizontale, incluant des membres actifs comme des associations, des entreprises, des indépendant-es (ex: architectes) et des citoyen-nes, réunis au sein d'une collégiale qui facilite la prise de décision. La MAMMO touche un large public : collectivités, professionnel-les, citoyen-nes engagé-es et agriculteur-ices locaux-les. Elle bénéficie de subventions publiques et de mécénat pour soutenir ses initiatives.

Les impacts attendus sont multiples : économies d'eau, réduction de la pollution de l'eau, promotion des circuits courts pour les matières organiques, relocalisation de la commande en engrais, et un renforcement de la coopération territoriale entre organisations locales.



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



Les acteurs de l'ESS contribuent au développement d'énergies propres et d'un coût abordable en développant des projets citoyens, coopératifs et durables, favorisant l'autonomie énergétique des territoires, l'innovation low-tech et la justice sociale dans la transition énergétique.



ÉCLAIRAGE

Sylvain Roche, ingénieur de recherche à la chaire « Transitions énergétiques territoriales » (TRENT), Sciences Po Bordeaux

Les conflits d'usage et les problématiques d'acceptabilité sociale rendent difficile le développement des énergies renouvelables. Des innovations institutionnelles sont donc indispensables pour aboutir à des arbitrages délicats entre des injonctions contradictoires, la protection de la biodiversité, du paysage, d'ici la production d'énergie décarbonée.

À ce titre, les structures de l'ESS sont souvent porteuses ou impliquées dans des approches bottom up, permettant de faire sortir les projets

par les territoires en mobilisant la diversité de leurs acteurs, fournissant des avantages environnementaux, économiques et sociaux pour les habitant-es et leur territoire.

S'inscrivant dans cette ambition, les communautés d'énergie sont des outils que tous-tes les acteur-rices, notamment les habitant-es et les élu-es locaux-les, peuvent, dès lors qu'ils-elles sont associé-es en amont, non seulement s'approprier, mais aussi contribuer à façonner selon l'histoire et les particularismes de leur territoire.

STRUCTURE 1

Cirena

Cirena accompagne l'émergence et le développement de collectifs citoyens pour la production d'énergies renouvelables en leur apportant un soutien technique, juridique, financier et en matière de communication. L'association conseille également les collectivités, sensibilise les territoires à la transition énergétique et citoyenne et organise des temps d'information et événements pour ses adhérent-es. Avec six salarié-es à temps plein et plus de 50 structures adhérentes, Cirena fait partie du réseau national Énergie partagée. Son action vise à renforcer l'appropriation locale des énergies renouvelables, favoriser la sobriété énergétique, lutter contre la précarité grâce à l'autoconsommation collective et garantir des prix stables. Elle promeut un modèle économique non-spéculatif et une coopération territoriale.

STRUCTURE 2

SCIC PCER

La SCIC PCER, Producteur coopératif d'énergies renouvelables, est une coopérative régionale spécialisée dans le développement, l'investissement et l'exploitation de centrales de production d'électricité renouvelable telles que des ombrières photovoltaïques et des cen-

trales hydroélectriques. La coopérative a été créée en 2008 à l'initiative d'acteur-ices institutionnel-les tel-les que l'ex-Région Poitou-Charentes, EDF et la Caisse des Dépôts et Consignations.

En 2025, PCER exploite une trentaine de centrales. L'organisation de la société sous statut SCIC permet l'adhésion de tout type d'acteur-ices pour contribuer collectivement à l'évolution du mix énergétique régional vers les énergies renouvelables.

STRUCTURE 3

I-ENER

La coopérative de production d'énergie citoyenne basque I-ENER développe des projets d'énergie renouvelable, principalement axés sur l'énergie solaire et l'énergie de la biomasse, tel que la production de chaleur renouvelable avec des chaudières bois citoyennes. Leur objectif est de promouvoir une transition énergétique locale et citoyenne, en permettant aux habitant-es de participer activement à la production d'énergie et de devenir actionnaires de projets écologiques. I-ENER soutient ainsi l'autonomie énergétique et la solidarité à travers des initiatives participatives.

STRUCTURE 4

Low-tech : projet de climatisation passive

L'association Low-tech Lab Bordeaux fait la promotion des technologies utiles, accessibles et durables. Elle sensibilise à l'usage des Low-techs et développe puis partage des projets visant à réduire notre empreinte écologique tout en favorisant l'autonomie et la résilience des communautés. Parmi ses initiatives, l'association a conçu un système de climatisation passive. Ce dispositif innovant utilise uniquement l'eau, combinée aux énergies solaire et éolienne, pour rafraîchir les espaces intérieurs et extérieurs en utilisant des énergies renouvelables. Cette technique permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de réaliser des économies d'énergie.

STRUCTURE 5

Les Compagnons Bâisseurs

Les Compagnons Bâisseurs s'engagent activement dans la lutte contre la précarité énergétique à travers le dispositif SLIME « Service local d'intervention pour la maîtrise des énergies » porté par le département de la Gironde, en intervenant auprès des ménages en situation de précarité énergétique. L'objectif de l'intervention faite par l'association est d'améliorer le confort thermique et la performance énergétique de l'habitat de personnes précaires. Ces travaux peuvent durer d'une journée à une semaine et s'effectuent en concertation avec les autres acteurs du dispositif. Ces dernières années, les compagnons ont intégré une démarche de réemploi au dispositif en systématisant l'intégration de matériaux de réemploi à chaque fois que cela est possible via leur plateforme de réemploi SOLIBAT et de dons de partenaires.



ZOOM SUR...



Enercoop

Enercoop NA, membre du réseau national des coopératives Enercoop, existe depuis 10 ans et constitue une alternative locale et solidaire à la production et à la fourniture d'électricité. Ce projet vise à redonner aux citoyen·nes, collectivités et entreprises le pouvoir sur leur consommation et production d'énergie, en favorisant une énergie renouvelable et une gouvernance partagée. Il répond à la privatisation et à l'ouverture à la concurrence du secteur électrique en proposant un modèle coopératif permettant de relocaliser la production énergétique et de maximiser les retombées sociales et économiques sur le territoire. La coopérative accompagne les collectivités et citoyen·nes dans leurs projets énergétiques via un bureau d'études et garantit une fourniture d'électricité 100 % renouvelable.

Le modèle de gouvernance d'Enercoop NA repose sur la coopération entre collectivités, citoyen·nes et entreprises, favorisant ainsi une démocratie énergétique. Les décisions stratégiques sont prises collectivement via

des collègues d'administration, des groupes de travail thématiques et des outils de participation tels que des webinaires ouverts aux sociétaires. Avec 10000 client·es en Nouvelle-Aquitaine et 3500 sociétaires, Enercoop NA co-développe des centrales photovoltaïques avec les collectivités et des collectifs citoyens et achète directement l'électricité à des producteur·ices locaux·les. Ce modèle coopératif assure un prix juste de la production à la consommation, en se détachant des fluctuations du marché énergétique traditionnel.

Au-delà de son impact énergétique, Enercoop NA contribue à la cohésion sociale et à la démocratisation de l'accès à l'énergie. En multipliant les coopératives locales et les communautés énergétiques, le projet favorise un modèle économique solidaire et participatif. D'ici 2029, Enercoop NA ambitionne de développer 21 nouveaux projets en Nouvelle-Aquitaine afin de renforcer l'autonomie énergétique régionale et de promouvoir une énergie locale, citoyenne et solidaire.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Les acteurs de l'ESS contribuent à la promotion d'un travail décent en créant des emplois utiles, durables et inclusifs, en accompagnant l'insertion dans et par l'emploi, et en redonnant du sens au travail pour toutes et tous.



ÉCLAIRAGE

Jérôme Troquereau, INAE, directeur régional Nouvelle-Aquitaine

En Nouvelle-Aquitaine, comme ailleurs, de nombreuses personnes restent privées d'emploi du fait de freins sociaux, de discriminations ou d'un parcours de vie chaotique. Le défi, c'est de leur redonner une place pleine et entière dans la société par le travail. Et cela, sans transiger sur la qualité des conditions proposées. Car un travail précaire, dégradant ou déconnecté du sens ne peut être qualifié de « décent ».

L'ESS y apporte une réponse forte, grâce à son ancrage territorial, sa gouvernance partagée, sa capacité à coopérer et à mobiliser le collectif. Elle montre qu'on peut concilier inclusion, utilité sociale et performance, et que le travail peut

redevenir un vecteur d'épanouissement, de lien social et de dignité. Pleinement partie prenante de l'ESS, le secteur de l'insertion par l'activité économique, né dans les années 1970, porte un principe fondateur : nul n'est inemployable.

À travers le travail, il s'agit de permettre à chacun de retrouver sa place dans la société, de se reconstruire et de progresser. En Nouvelle-Aquitaine, plus de 470 structures d'IAE accompagnent chaque année près de 30000 personnes vers l'emploi. Ce modèle, au croisement de l'économique et du social, s'inscrit pleinement dans la visée d'un travail décent, digne et porteur de sens, même – et surtout – pour les plus fragiles.

STRUCTURE 1

CAE Oxalis

Oxalis est une Coopérative d'activité et d'entrepreneurs (CAE) qui offre un cadre sécurisé aux professionnel·les souhaitant développer leur activité en bénéficiant d'un statut salarié. Elle propose un accompagnement personnalisé, une mutualisation des services administratifs et comptables, ainsi qu'une gouvernance participative. Les entrepreneur·es peuvent ainsi se concentrer sur leur métier tout en participant à une dynamique collective et solidaire.

STRUCTURE 2

Entr-autres

L'association Entr-autres accompagne les jeunes de 16 à 25 ans dans leurs premiers pas professionnels à travers des stages courts et gratifiés, favorisant rencontres et échanges avec des bénévoles. Engagée dans l'insertion, l'écologie et la solidarité, elle développe trois activités :

un traiteur écoresponsable, la vente de boissons bio et une logistique zéro déchet en triporteur électrique. En combinant expérience professionnelle et sensibilisation aux enjeux sociaux et environnementaux, Entr-autres aide les jeunes à développer des compétences tout en favorisant leur autonomie.

STRUCTURE 3

L'BURN

L'association L'BURN accompagne les femmes en burn-out tout au long de leur reconstruction en vue de leur réinsertion socioprofessionnelle grâce à un dispositif mixte de pair-aidance et de professionnels du soin, du social, du droit, de l'insertion, de la parentalité. Elle réalise des actions de prévention auprès du grand public et des entreprises basées sur un travail de recherche et d'expérimentation. L'association mène également des actions de plaidoyer pour une prise de conscience collective et une reconnaissance du burn-out et de la prévalence du burn-out des femmes.

STRUCTURE 4

O'tempora

O'tempora est une agence de communication coopérative sous statut de SCOP née en 1990 à Bordeaux. Le statut implique que les salarié-es sont amenés après quatre années d'ancienneté à devenir associé-es et à ce titre à participer aux décisions stratégiques. Aujourd'hui, l'agence compte 14 associé-es sur les 18 salarié-es de l'équipe. O'tempora accompagne par la communication les stratégies d'action d'organisations publiques ou privées à mission d'intérêt général afin de contribuer à travers elles à la mise en œuvre d'une société moins vulnérable, plus juste, plus durable et plus désirable. Leur fonctionnement interne repose sur la transparence, la gouvernance collective et un partage équitable de la valeur, garantissant à la fois une implication forte de toutes et tous mais également la reconnaissance des apports de chacune et de chacun dans le projet de l'agence.

STRUCTURE 5

À Lundi (GEIQ)

À Lundi est un groupement d'employeurs à Tarnos composé de Groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), de Groupements d'employeurs (GE) et d'autres associations. L'objectif de cette structure est de faciliter l'accès à l'emploi en mettant du personnel à disposition au sein d'entreprises adhérentes dans divers secteurs d'activité et sous différentes formes de contrats : alternance, CDD, CDI. Sa mission consiste à mettre en œuvre pour chacun-e des salarié-es un parcours professionnel sur mesure tout en étant accompagné par un service hors emploi dédié à lever les freins sociaux pour aller vers l'emploi durable. À Lundi œuvre pour un travail décent en favorisant la stabilité de l'emploi, l'accès à des postes qualifiés et le développement des compétences.

**ZOOM SUR...****Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) : EBE de Mauléon**

Le projet « Territoire zéro chômeur de longue durée » (TZCLD) de Mauléon est une expérimentation visant à offrir un emploi en CDI à toutes les personnes durablement privées d'emploi sur la commune. Portée par la commune de Mauléon et l'association la Maison de l'Emploi, l'expérimentation repose sur la création en 2017 de l'Entreprise à but d'emploi (EBE) ESIAM, qui embauche sans critère de compétence ni de formation, sur validation du Comité local pour l'emploi. L'objectif est de démontrer qu'il est plus avantageux de financer l'emploi plutôt que de supporter le coût du chômage longue durée.

L'ESIAM propose des emplois adaptés aux besoins du territoire et aux compétences des travailleur-euses, sans concurrencer les entreprises locales. Ses activités sont variées : recyclage de matériaux, textile, service à la personne et menuiserie. Aujourd'hui, l'entreprise embauche 75 salarié-es, dont 45 % en situation de handicap, et permet à celles et ceux qui le souhaitent de retrouver une dynamique professionnelle stable, adaptée et évolutive, tout en contribuant au développement économique local. Ce modèle favorise le recyclage, la revalorisation des déchets et l'économie circulaire.

Au-delà de son impact économique, le projet repose sur une gouvernance collective et coopérative, impliquant élu-es, associations, entreprises et citoyen-nés.

Il illustre une nouvelle manière de lutter contre l'exclusion professionnelle en impliquant l'ensemble des acteur-ices du territoire. En ce qui concerne les employé-es, cette initiative leur permet de retrouver un sentiment d'appartenance à travers leur utilité sociale.

L'expérimentation, pionnière en France, inspire aujourd'hui d'autres communes cherchant à mettre en place des solutions alternatives et solidaires, comme les EBE, pour lutter contre le chômage de longue durée.



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



Les acteurs de l'ESS contribuent à des dynamiques productives durables en développant des modèles coopératifs, durables et inclusifs, en innovant socialement et écologiquement, et en structurant des filières locales pour une économie plus résiliente.



ÉCLAIRAGE

Jérémy Brémaud, consultant associé et gérant d'Ellyx

L'Objectif 9 des ODD – infrastructures résilientes, industrialisation durable et innovation – exige un nouveau modèle d'innovation, orienté vers l'intérêt général et le progrès sociétal. L'économie sociale et solidaire (ESS), par ses formes coopératives et son ancrage local, y contribue pleinement. Elle développe des modèles productifs à taille humaine, non délocalisables, intégrant les impératifs de transition et d'inclusion.

Les innovations sociales portées par l'ESS ont la capacité de transformer en profondeur les cadres socio-économiques, démocratiques et écologiques : nouvelles formes d'organisation, gouvernance partagée, circuits de production relocalisés, inclusion active des citoyens...

Depuis 2013, la coopérative Ellyx accompagne cette dynamique en mobilisant la R & D au service de l'intérêt général. Elle appuie les acteurs publics et de l'ESS dans la conception, l'expérimentation et l'évaluation de démarches d'innovation sociale. Avec pour enjeu de sortir d'une vision strictement techno-économique de l'innovation, Ellyx entend contribuer à la reconnaissance institutionnelle des trajectoires de transformation tournées vers la Société, et au développement de financements adaptés à leurs temporalités longues et collectives. En ce sens, Ellyx propose des cadres intellectuels et méthodologiques adaptés – comme la R & D sociale ou l'innovation sociale de rupture – et plaide pour l'évolution des dispositifs de droit commun (Crédit impôt recherche social, reconnaissance des trajectoires collectives).

STRUCTURE 1

GESTFORM

Gestion documentaire & Externalisation de process - GESTFORM vise à promouvoir l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap. Le secteur du travail protégé et adapté est riche de sa diversité de métiers, de son maillage territorial et de sa capacité d'innovation. Par sa volonté, depuis 40 ans, d'allier la performance économique et sociale, GESTFORM en est une illustration tangible. En répondant à des demandes de prestations de services de grands groupes internationaux comme Airbus, un emploi CDI est créé tous les mois depuis sa création.

Grâce à une politique d'achats volontariste, les industriels pratiquent une inclusion du handicap dans leur chaîne de valeur. Les personnes recrutées dans ce secteur peuvent, à leur rythme et selon leurs pathologies, se former, évoluer, gagner en confiance et en autonomie.

STRUCTURE 2

SAPO Ambiance Bois

La SAPO Ambiance Bois développe une filière bois responsable en misant sur une gestion durable des ressources et un modèle coopératif. Elle se distingue par son fonctionnement en autogestion, sans hiérarchie, où les décisions sont prises collectivement, garantissant une gouvernance démocratique. En favorisant l'emploi local, la formation et la transmission des savoirs, elle contribue au développement d'une économie circulaire et solidaire, ancrée dans son territoire. Par son engagement, Ambiance Bois allie production écologique, innovation sociale et dynamique coopérative pour promouvoir une industrie plus humaine et durable.

STRUCTURE 3

PTCE Sud Aquitaine

Implanté dans un territoire à forte identité industrielle, le Pôle territorial de coopération économique (PTCE) Sud Aquitaine y est moteur de dynamiques économiques fondées sur la coopération entre économie sociale et

solidaire (ESS) et économie conventionnelle. Le PTCE organise des coopérations structurantes notamment avec l'entreprise de construction aéronautique SAFRAN et l'ensemble des réseaux de sous-traitance autour de services partagés : formation, insertion, alimentation, services aux salarié·es et aux entreprises... À cette fin, il mobilise des outils comme les Groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), les sociétés coopératives d'intérêt collectif (pour un centre de formation territorial et un restaurant interentreprise), ou encore la Gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) territoriale. Ces services, assurent le rôle « fonctions de régulation » de l'activité économique, sont gérés coopérativement et conçus comme des communs territoriaux. À travers ces derniers, le PTCE contribue à renforcer l'attractivité et la résilience des filières locales, et à diffuser des modèles fondés sur la coopération et l'ancrage territorial. Il illustre pleinement le rôle de l'ESS dans les transformations des systèmes productifs territoriaux.

STRUCTURE 4

Teranga et Terre Crue

L'association Teranga et Terre Crue, créée en 2020 et reconnue d'intérêt général en 2023, promeut la réintroduction de la terre crue dans la construction entre l'Ouest du Sénégal et la Nouvelle-Aquitaine. L'association intervient dans des lycées professionnels pour sensi-

biliser à la nécessité d'une formation professionnelle de qualité pour travailler cette matière exigeante. Elle collabore également avec des acteur·ices comme Aquitainis, Élémenterre et le LABIS Dakar. Membre de plusieurs réseaux spécialisés, elle participe à des forums pour promouvoir la terre crue, favoriser la création d'emplois durables et encourager des pratiques constructives inspirantes et participatives.

STRUCTURE 5

Avenir Électrique de Limoges

La SCOP Avenir Électrique de Limoges (AEL) est une entreprise coopérative spécialisée dans les travaux d'électricité et les énergies renouvelables dont le siège social est à Limoges avec 3 agences Brive 19, Montguyon 17 et Guéret 23. Engagée dans une transition énergétique responsable, elle accompagne entreprises et collectivités dans des solutions durables, alliant efficacité énergétique et respect de l'environnement. Son modèle coopératif, repose sur une gouvernance démocratique, où chaque salarié·e-associé·e élit des administrateur·ices parmi les sociétaires, garantissant une gestion plus engagée. En favorisant l'emploi local, la formation et l'innovation dans les énergies propres, AEL contribue à une infrastructure plus durable et à une économie solidaire ancrée dans son territoire. L'ambition d'AEL est de se développer sur le territoire néo-aquitain dont le dernier site est ouvert depuis 1^{er} mars 2025 à Marmande.



ZOOM SUR...

Patxa'Ma

Patxa'Ma est une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) fondée initialement sous forme associative et transformée en 2024. Basée à Bayonne, elle est spécialisée dans le second œuvre du bâtiment (plomberie, menuiserie, etc.) et intervient sur les chantiers de déconstruction afin de récupérer des matériaux réutilisables. Ces matériaux peuvent être réservés via le site internet et revendus directement sur chantier ou dans le local de stockage situé à Bayonne lors d'un créneau hebdomadaire d'ouverture du stock. Un agrandissement est envisagé pour répondre à la demande croissante. Son activité couvre le Sud des Landes et le Pays basque Nord et s'adresse à deux types de publics : d'une part, les professionnels du bâtiment qui font appel à la structure pour la dépose sélective des matériaux sur leurs chantiers, et d'autre part, les particuliers qui peuvent acheter ces matériaux à moindre coût.

À l'origine du projet, deux collègues, aujourd'hui co-gérants, ont constaté les problématiques environnementales majeures du secteur du bâtiment, premier producteur de déchets dans la région, avec un encombrement des déchetteries et une multiplication des dépôts sauvages. Ils ont souhaité structurer une filière locale de réemploi des matériaux de construction pour prolonger leur durée de vie et faire reconnaître ces produits comme une alternative viable aux matériaux neufs. Grâce à son action, Patxa'Ma a permis d'éviter que 350 tonnes de matériaux finissent en déchetterie et intervient sur une vingtaine de chantiers par an.

Aujourd'hui, la structure compte cinq salariés et fonctionne sous un modèle coopératif qui assure la continuité de son esprit associatif. La gouvernance repose sur plusieurs collèges intégrant les différents acteurs impliqués : professionnels du bâtiment (50 %), organismes publics, acteurs de la transition écologique, partenaires financiers et salarié·es (sans obligation de participation). Contrairement à d'autres structures, Patxa'Ma ne fait pas appel à des bénévoles, car son activité principale de dépose exige un savoir-faire professionnel et une logistique bien cadrée notamment due à la sécurité.



10 INÉGALITÉS RÉDUITES



Les acteurs de l'ESS contribuent à réduire les inégalités en soutenant les personnes en situation de vulnérabilité, en favorisant l'inclusion sociale et économique, en valorisant les compétences de chacun·e et en construisant des territoires solidaires et coopératifs.



ÉCLAIRAGE

Nicolas Bourguignon, président de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)

La crise récente du Covid a révélé avec force combien les populations fragiles ont été durement touchées, s'expliquant par une accumulation de vulnérabilités sociales et environnementales. Cette réalité incarne la notion de syndémie. Dans un contexte de fragilités sociales, économiques, démocratiques et d'injustices environnementales croissantes, la FAS défend une réponse structurée et durable. L'économie sociale et solidaire (ESS) incarne cette voie : en poursuivant des objectifs

de développement durable, elle lutte concrètement contre les inégalités. Sa puissance réside dans une gouvernance partagée, une coopération sincère et une dynamique d'émancipation. Loin de toute stigmatisation ou compassion, l'ESS valorise l'équité, le territoire et toutes ses forces vives. Chacun y est à la fois acteur et bénéficiaire, reconnu, soutenu, impliqué. Elle tisse du lien et donne du sens, au service d'une cohésion sociale et spatiale renforcée.

STRUCTURE 1

Association de la fondation étudiante pour la ville - AFEV

L'AFEV Bordeaux Métropole agit pour réduire les inégalités éducatives et sociales en mobilisant des étudiants autour de plusieurs initiatives : le mentorat pour accompagner des jeunes en fragilité et sécuriser les parcours éducatifs, les colocations solidaires (KAPS) dans les quartiers prioritaires pour favoriser la cohésion sociale, et les ateliers Démo'Campus pour sensibiliser les collégien·nes à l'enseignement supérieur et dépasser les déterminismes sociaux dans les parcours d'orientation.

L'association favorise l'engagement citoyen des jeunes et leur implication dans la transformation sociale des territoires. Ainsi, l'AFEV se positionne comme actrice de la coopération territoriale par les liens solidaires qu'elle initie entre les jeunes, et les connexions entre campus et territoires qu'elle permet.

STRUCTURE 2

Solidarité Paysans

Solidarité Paysans est une association présente en Nouvelle-Aquitaine qui accompagne les agriculteurs et agricultrices en difficulté. Présente dans la plupart des départements, elle intervient de manière confidentielle, gratuite et personnalisée. Son action porte sur l'urgence (isolement, mal-être, conflits), le traitement de

l'endettement, la défense des droits sociaux, l'accès aux dispositifs publics, et l'appui juridique. Elle encourage également les dynamiques collectives et les solidarités entre pairs, et s'appuie sur un réseau de bénévoles souvent retraité·es de l'agriculture. L'association s'engage dans la reconnaissance des difficultés paysannes et agit pour faire évoluer les politiques agricoles et sociales. Elle promeut une agriculture à taille humaine, respectueuse des personnes et des territoires, permettant un mieux-être et une meilleure inclusion sociale des agriculteurs et agricultrices.

STRUCTURE 3

SINGA

L'association SINGA Bordeaux favorise l'innovation sociale, technologique et entrepreneuriale en facilitant la coopération entre les personnes nouvellement arrivées et les habitant·es locaux·les. À travers des programmes d'accompagnement entrepreneurial, l'animation d'activités partagées (art, cuisine, sport, culture, solidarité...), le soutien à l'hébergement citoyen, ou encore des actions de conseil et de sensibilisation à destination des organisations, SINGA Bordeaux elle promeut l'inclusion socio-économique et contribue à la réduction des inégalités. Elle repose sur une gouvernance collective, l'implication des bénéficiaires, la coopération territoriale et un modèle économique inclusif.

STRUCTURE 4

Association Départementale de parents et amis de personnes handicapées mentales - Adapei 33

L'Adapei 33 accompagne au quotidien 2500 personnes en situation de handicap intellectuel, psychique ou avec autisme. Autour d'elles, l'Adapei de la Gironde fédère parents, ami-es et professionnel·les pour bâtir et coordonner, en lien avec ses partenaires, un parcours personnalisé pour chaque personne accueillie. Elle propose des réponses adaptées de la petite enfance à l'âge adulte. Acteur de santé et de l'économie sociale et solidaire, l'Adapei de la Gironde est affiliée à l'Unapei, reconnue d'utilité publique. Son champ d'action est large : inclusion, éducation, scolarisation, professionnalisation, accessibilité, citoyenneté, vieillissement... Fidèle à ses valeurs, le projet associatif de l'Adapei 33 est porteur d'actions qui s'inscrivent dans la réalité économique et sociale du territoire et dans le cadre fixé par les politiques publiques.

STRUCTURE 5

La Traverse

Le projet associatif de La Traverse vise à favoriser l'inclusion en soutenant l'autonomisation et l'intégration sociale de toutes et tous. Il propose un accès à des services essentiels et des lieux de resocialisation : café associatif, ateliers numériques et d'écriture, réparation d'objets, marché de producteurs locaux avec un système de solidarité entre client·es, soins bien-être... Tout projet monté à La Traverse naît d'initiatives bénévoles des usager·es accompagné·es par l'équipe, animant le site toute l'année et fédérant les partenaires du territoire. Le lieu héberge aussi une trentaine de professionnel·les "résident·es" (art, artisanat...) à tarifs accessibles, soutenant leur activité et les accompagnant dans l'accueil de personnes en réinsertion professionnelle, sociale ou scolaire. Le projet repose sur une gouvernance collective, portée par des groupes de travail ouverts à toutes et accueillant les usager·es, les résident·es, une équipe de 5 salarié·es et 4 co-président·es.



ZOOM SUR...

Marie Curry

Marie Curry est un projet engagé qui vise à soutenir l'insertion socioprofessionnelle des femmes migrantes et réfugiées à Bordeaux Métropole en valorisant leur patrimoine culinaire. Cette initiative offre aux femmes un cadre sécurisé et bienveillant pour développer leurs compétences, accéder à un emploi stable et gagner en autonomie. Elle leur permet ainsi de transformer leur passion pour la cuisine en une véritable opportunité professionnelle.

Marie Curry propose un programme de formation structuré et gratuit permettant à une quarantaine de femmes d'acquérir les bases techniques et entrepreneuriales nécessaires à une carrière dans la restauration. En parallèle, son restaurant, ouvert en 2023, a déjà accueilli

plus de 12000 client·es, et son service traiteur touche un large public, renforçant ainsi sa visibilité et son impact.

Grâce à une gouvernance inclusive et des partenariats avec des collectivités, des associations et des professionnel·les du secteur, Marie Curry contribue à une restauration plus éthique, inclusive et écoresponsable. Son modèle hybride, combinant entreprise labellisée Entreprise solidaire d'utilité sociale et association, lui permet d'assurer sa pérennité tout en favorisant l'autonomie des femmes et en sensibilisant le secteur culinaire aux enjeux de diversité et d'inclusion. Ainsi, ce projet œuvre pour faire de la gastronomie un levier d'émancipation sociale et de reconnaissance des talents féminins souvent invisibilisés dans ce milieu.



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



Les acteurs de l'ESS contribuent au développement de villes et de communautés durables en développant des solutions locales d'habitat, de mobilité et de services partagés, en renforçant l'implication citoyenne et en favorisant des territoires inclusifs, résilients et écologiques.



ÉCLAIRAGE

Stéphane Pfeiffer, adjoint au maire en charge de l'urbanisme résilient, du service public de l'habitat et de l'économie sociale et solidaire, Ville de Bordeaux

Le renouvellement urbain inclusif, notamment à Bordeaux, repose sur trois enjeux principaux : accueillir de nouveaux habitants tout en améliorant la qualité de vie, renforcer l'adaptation aux changements climatiques et renforcer la dynamique citoyenne. L'économie sociale et solidaire (ESS) joue un rôle clé dans ces défis, en apportant une réponse collective et participative. En facilitant l'émergence de projets locaux, tels que des cafés associatifs ou des tiers-lieux, l'ESS permet

aux citoyen·nes de co-construire leur territoire. Des dispositifs comme les « fabriques à initiative » ou le financement participatif, où la ville abonde les contributions citoyennes, renforcent la participation et l'implication des habitant·es. Par ailleurs, l'ESS ouvre la voie à une gestion partagée des services publics, comme en témoigne la SCIC Auto-cool pour l'autopartage. En favorisant une gouvernance horizontale et collaborative, l'ESS réinvente la manière de faire territoire et renforce la démocratie locale.

STRUCTURE 1

Les Coursiers Bordelais

Les Coursiers Bordelais sont une coopérative de livraison à vélo engagée contre les dérives de l'ubérisation. Elle propose une alternative aux plateformes traditionnelles tout en limitant la pollution grâce à des livraisons effectuées à vélo, électrique ou musculaire. En favorisant une réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution sonore, elle contribue à une meilleure qualité de vie en milieu urbain. Elle garantit également une rémunération juste à ses travailleur·euses. Ce qui distingue Les Coursiers Bordelais, c'est leur mode de gestion coopératif, où rémunération et conditions de travail sont décidées collectivement par les coopérateur·ices.

STRUCTURE 2

Citiz

La coopérative Citiz est un réseau d'autopartages qui propose la location de voitures en libre-service disponibles 24h/24 et 7j/7 et présente dans de nombreuses régions de France. Elle vise à lutter contre la possession

individuelle de véhicules en proposant une alternative accessible, contribuant ainsi à la diminution du nombre de voitures en circulation, de la pollution atmosphérique ou encore des émissions de gaz à effet de serre. La coopérative encourage une mobilité douce et durable. 1 Citiz remplace 5 à 8 voitures individuelles.

STRUCTURE 3

Habitat Éco-Action :

Habitat Éco-Action est une CAE (Coopérative d'activité et d'emploi) regroupant des entrepreneur·euses du domaine du bâtiment. Elle vise à accompagner des demandeur·ses d'emploi et/ou professionnel·les de ce secteur à la création et au développement de leur activité. La coopérative favorise la promotion de l'éco-construction et de l'éco-réhabilitation.

La société coopérative d'intérêt collectif évolue au sein du Pôle territorial de coopération économique Sud Aquitaine qui soutient et stimule une collaboration avec des entreprises locales, consolidant ainsi son ancrage territorial.

STRUCTURE 4

SCIC l'Arban

L'Arban est une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) créée par des habitant·es et des élu·es et située dans le Limousin. Elle vise à lutter contre le problème de manque de logement et de mal-logement en promouvant l'éco-habitat sur le Plateau de Millevaches. Elle agit dans deux domaines : l'habitat et l'urbanisme, soit en rénovant directement du bâti ancien afin de constituer des biens communs immobiliers, soit en accompagnant divers publics dans la mise en œuvre de leurs projets : collectivités pour la conception de projets urbains, collectifs associatifs pour l'émergence de lieux de vie et d'animation, ménages modestes et très modestes pour la rénovation par eux-mêmes de leur logement. La coopérative se distingue par sa raison d'être et se positionne comme un outil de développement local et d'ancrage territorial tout en renforçant la résilience des communautés rurales.

STRUCTURE 5

Wimoov

Wimoov et ses 200 conseiller·ères mobilité accompagnent chaque année près de 25000 personnes en situation de précarité de mobilité vers des pratiques de déplacement autonomes et durables. Elle initie et favorise la mise en relation de nombreux·ses acteur·ices de la mobilité, établit des diagnostics de territoires. Soucieuse d'accompagner encore plus de publics, elle a créé l'École de la Mobilité Inclusive pour faire reconnaître le métier de conseiller mobilité et former les professionnel·es du secteur. Ce projet associatif d'envergure nationale favorise l'inclusion sociale et économique des publics en fragilité en levant les freins liés à la mobilité, tout en permettant également une réduction des émissions de gaz à effet de serre provoquées par les déplacements traditionnels du quotidien.

**ZOOM SUR...****Le Comité ouvrier du logement - COL**

Le COL, Comité ouvrier du logement, est une structure née en 1951 grâce aux Castors de Bayonne dans un contexte de reconstruction d'après-guerre. Animés par un esprit de solidarité et de partage, ces pionniers ont mis en commun leurs forces et compétences pour répondre à la pénurie de logements et offrir des habitations décentes aux familles modestes.

La SCIC dispose de plusieurs agences dans le Sud-Ouest de la France notamment à Pau, Bordeaux ou Toulouse. Elle vise à favoriser l'accès au logement des personnes ayant un revenu modeste à travers leurs activités de bailleur social et d'accession à la propriété. Depuis sa création, le COL a permis à plus de 7000 familles de se loger. Chaque occupant·es ou locataires devient coopérateur·ice, participant ainsi activement à la vie de la société.

La coopérative est pionnière sur plusieurs dispositifs tels que le bail réel solidaire ou la Société civile immobilière d'acquisition progressive à la propriété.

Le COL se distingue par sa volonté de créer une communauté et des écosystèmes favorisant le lien social avec les « coopérateurs » et « coopératrices ». La structure est une actrice durablement ancrée dans le territoire néo-aquitain et favorise une coopération locale.



En effet, l'organisation développe un projet avec l'Habitat Eco-Action de Tarnos afin de développer des filières locales d'éco-construction.

Les coopérateur·ices sont encouragés à s'impliquer dans la vie de la société, notamment à travers des projets d'habitat participatif. Ils favorisent la mixité et la rencontre entre les habitant·es grâce à la création de lieux de vie, de partage et de mutualisation des ressources.

Ainsi, le COL œuvre pour offrir des solutions de logement accessibles et durables, tout en impliquant activement les habitant·es et les partenaires locaux dans une dynamique collaborative.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



Les acteurs de l'ESS contribuent aux dynamiques de consommation et production responsables en développant le réemploi, les circuits courts, les monnaies locales et les achats durables, visant une économie sobre, solidaire, locale et respectueuse des ressources.



ÉCLAIRAGE

Anne Bentz, directrice du réseau 3AR - Achats publics responsables en Nouvelle-Aquitaine

Le renforcement de modes de production et de consommation durables est un enjeu fort, pouvant notamment s'appuyer sur les achats publics, qui représentent en France près de 10 % du PIB. En Nouvelle-Aquitaine, 3AR anime la dynamique des achats publics responsables en accompagnant les acheteurs publics (collectivités, établissement publics, bailleurs sociaux etc.) à intégrer les trois piliers du développement durable dans leurs pratiques d'achat.

En s'approvisionnant auprès de structures de l'ESS, les achats publics peuvent jouer un rôle clé dans le développement de modes de production bénéfiques d'un point de vue social et générateurs

d'emplois sur le territoire. Les exemples de besoins auxquels l'ESS peut répondre sont multiples : valorisation des déchets, reconditionnement de matériel, fournitures d'objets promotionnels, prestations intellectuelles...

Un enjeu fort est de favoriser les rencontres entre les services achats et les entreprises de l'ESS pour faciliter le sourcing et améliorer la qualité des offres. 3AR encourage le déploiement de dispositifs pour faciliter ces rencontres. 93 % de nos adhérents ayant élaboré une stratégie d'achat intègrent déjà les structures de l'ESS comme fournisseuses ou partenaires.

STRUCTURE 1

Résolaine

Résolaine Nouvelle-Aquitaine est un réseau d'entreprises porté par l'association Lainamac et la CCI Bayonne Pays basque. Résolaine regroupe les activités de transformation de laine locale, présentant un substitut aux fibres synthétiques dans les domaines du textile et de l'isolation. Résolaine favorise ainsi la transformation, en circuit court, d'une ressource locale, renouvelable et biodégradable largement sous-utilisée. Résolaine se donne pour objectifs d'ouvrir des débouchés aux laines régionales, de fédérer les acteur-ices de la filière laine, de les accompagner dans leur développement, de capitaliser et d'essaimer les modèles économiques en mettant en lumière les territoires d'origine.

STRUCTURE 2

Ateliers du Bocage

Ateliers du Bocage est une coopérative d'utilité sociale et environnementale, membre du mouvement Emmaüs. Depuis plus de 30 ans, la structure accompagne les transitions sociales, écologiques et numériques, pour

prouver qu'un modèle économique responsable est possible. Avec une équipe de 200 salarié-es, la coopérative apporte des solutions durables aux particuliers, entreprises, collectivités et associations comme le tri et réemploi de matériel informatique ou des invendus non alimentaires. Les équipements reconditionnés sont ensuite vendus à prix accessible en boutiques et en ligne. Toutes ces activités de l'entreprise d'insertion et l'entreprise adaptée permettent d'aider des personnes à se (re)construire grâce au travail.

STRUCTURE 3

IKOS

IKOS, société coopérative d'intérêt collectif, réunit sept structures de l'économie sociale et solidaire autour d'un projet ambitieux : la création d'un village du réemploi solidaire au cœur de Bordeaux Métropole. Le village accueillera sur 12000 m² des locaux d'activité, une galerie marchande et des espaces d'animation favorisant la rencontre et les interactions. Ce projet, vise le changement d'échelle de l'économie circulaire afin d'en faire la norme de demain : en augmentant les capacités

de production des activités de réemploi par l'accueil d'activités de collecte et de tri ; en proposant à la vente une offre commerciale globale et attractive d'objets de seconde-main ; en accompagnant les changements de comportements pour les rendre plus responsables par la sensibilisation d'un large public. À terme, ce village devrait générer plus de 300 emplois et traiter plus de 12000 tonnes d'objets chaque année.

STRUCTURE 4

Les Oiseaux de Passage

La SCIC Les Oiseaux de Passage est une plateforme coopérative portée par un collectif d'acteur·ices issu·es du tourisme, de la culture, de l'hospitalité, de la recherche et de l'économie sociale et solidaire. La structure propose une nouvelle manière de voyager, centrée sur l'échange humain, en connectant en connectant les personnes en voyage, les habitant·es et les professionnel·les du territoire (hébergement, production locale, pratiques artistiques, etc.). L'objectif est de favoriser des hospitalités durables et inclusives. Le projet se distingue par une gouvernance collective et la coopération territoriale, réunissant un large éventail d'acteurs

et d'actrices de l'économie, du monde associatif, social, culturel, mais aussi de la recherche, du conseil et des collectivités locales.

STRUCTURE 5

Otsokop

Otsokop est un commerce participatif situé à Bayonne, dans le quartier populaire des Hauts de Sainte-Croix. Actuellement une supérette, il deviendra un supermarché de 600 m² en 2027. L'entreprise bénéficie d'un agrément Entreprise solidaire d'utilité sociale et est soutenue par l'agglomération du Pays basque et la ville de Bayonne, qui financent la construction d'un bâtiment dédié. Son modèle économique participatif repose sur une coopérative SCIC, où les consommateur·ices, sociétaires et bénévoles, s'engagent pour proposer des produits bons pour la santé, le territoire et le portefeuille. Otsokop encourage une consommation responsable en privilégiant les produits locaux et la monnaie locale.



ZOOM SUR...

Eusko

Le projet de la monnaie locale Eusko, lancé en 2013 et première monnaie locale d'Europe, vise à relocaliser l'économie du Pays basque français, en soutenant le circuit court, l'agriculture paysanne, la langue basque et les valeurs de coopération locale. Il sensibilise les citoyen·nes et les professionnel·les à la consommation responsable, et soutient le commerce de proximité. Actuellement utilisé par 4300 personnes et 1400 structures professionnelles, l'Eusko représente une circulation de 4,3 millions d'euros. Depuis 2017, il est également disponible sous forme numérique, via une carte et une application.

Les personnes échangent leurs euros contre des Euskos, dont 3 % sont reversés à des associations locales, tandis que les entreprises peuvent échanger des Euskos contre des euros, moyennant une commission de 5 %. Le projet est géré par 12 salarié·es, 2 services civiques et 50 béné-

voles, avec une gouvernance participative impliquant personnes physiques, professionnel·les, salarié·es et associations. L'Eusko fait également partie du Mouvement national des monnaies locales, le mouvement SOL.

L'Eusko dynamise l'économie locale et soutient des initiatives responsables. Elle prévoit notamment son extension en Pays basque Sud et cherche à obtenir un fonds de garantie bancaire. Il contribue à la préservation de la langue basque, réduit l'agriculture intensive et encourage le commerce de proximité respectueux de l'environnement. Le modèle économique repose sur l'autofinancement à 90 % ainsi qu'un soutien par des financements publics et l'adhésion des utilisateur·ices. Le projet renforce ainsi la coopération locale en soutenant des initiatives écologiques et en faisant circuler l'argent au sein du territoire.



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Les acteurs de l'ESS contribuent à lutter contre le changement climatique en développant des projets de transition écologique, de gestion durable des ressources et de sensibilisation, tout en renforçant la résilience locale et la justice climatique.



ÉCLAIRAGE

Mathieu Anglade, directeur régional de l'ADEME en Nouvelle-Aquitaine

La transition écologique doit être juste et solidaire. Elle s'étend par conséquent au-delà des sujets d'énergie, d'économie circulaire, de climat et d'environnement et crée des opportunités pour l'emploi, la compétitivité économique des entreprises et la cohésion sociale. Cependant, elle ne saurait, à elle seule, résoudre toutes les difficultés. Elle ouvre des voies nouvelles pour adapter nos modèles de production, renforcer les synergies, optimiser les flux d'énergie et de matières, et créer des coopérations porteuses de sens et de résultats.

Une transition écologique désirable suppose une mobilisation large et inclusive, associant l'État, les collectivités, les acteurs économiques, les associations, les fédérations et les citoyens.

C'est dans la concertation et la coopération que sont définies les priorités et les choix stratégiques sur un territoire. Dans cette perspective, l'économie sociale et solidaire (ESS) joue un rôle majeur. Par son ancrage territorial, son organisation démocratique et sa capacité d'innovation sociale, les structures de l'ESS démontrent chaque jour qu'il est possible de concilier impact environnemental, utilité sociale et viabilité économique.

L'ADEME et les acteurs de l'ESS, en travaillant ensemble et en mettant à profit leurs expertises respectives, seront les chevilles ouvrières d'une transition écologique souhaitée, partagée et porteuse de justice sociale.

STRUCTURE 1

France Nature Environnement NA

L'association FNE (France Nature Environnement) Nouvelle-Aquitaine est une actrice clé de la protection de l'environnement dans la région. Elle rassemble des associations en réseau autour de projets de sensibilisation, de défense de la biodiversité et d'accompagnement des politiques publiques en matière de transition écologique. Concrètement, FNE Nouvelle-Aquitaine agit à travers des actions de terrain, des expertises naturalistes, des campagnes de sensibilisation et des actions de plaidoyer auprès des institutions publiques. L'association œuvre pour la protection des écosystèmes naturels et la promotion de pratiques durables, tout en sensibilisant la population aux enjeux environnementaux.

STRUCTURE 2

Terres de Liens Aquitaine

Le projet porté par l'association Terre de Liens Aquitaine vise à préserver les terres agricoles et à les rendre accessibles pour des projets agricoles durables. Il consiste à acheter des terres pour les mettre à disposition de porteur-euses de projets engagé-es dans une agriculture respectueuse de l'environnement, tout en soutenant la transition agricole vers des pratiques écologiques. Les objectifs d'impact incluent la promotion d'une production alimentaire durable, la protection de la biodiversité et la lutte contre la spéculation foncière. Le projet soutient également l'accès à la terre pour les jeunes agriculteur-ices en Aquitaine. Le mouvement Terre de Liens, fédère un réseau associatif actif dans toute la France, une entreprise d'investissement solidaire et une fondation reconnue d'utilité publique.

STRUCTURE 3

Éco-lieu Jeanot

Le projet d'Éco-lieu Jeanot, situé à Rion-des-Landes, est porté par l'association C KOI ÇA et vise à promouvoir la transition écologique et solidaire, du local au global. Il propose des actions comme des jardins partagés, des marchés en circuit court et un espace de vie sociale, pour encourager le faire ensemble, l'esprit critique et l'expérimentation d'initiatives. L'objectif est de promouvoir un mode de vie respectueux de l'environnement tout en renforçant les liens communautaires.

STRUCTURE 4

Du Vert dans les Rouages

Du Vert dans les Rouages est une société coopérative et participative bordelaise spécialisée dans le conseil pour la transition écologique et sociale, à destination des acteurs publics et privés de Nouvelle-Aquitaine. Ses missions principales sont l'accompagnement des organisations et des territoires, l'expérimentation et la promotion de la transdisciplinarité pour une transition juste. Elle intervient à trois niveaux : territoire, entreprise

et individu, pour favoriser un changement global. Parmi ses projets, on trouve l'outil collaboratif « Objectif climat » et le programme « Entreprendre en commun[s] » pour la Responsabilité territoriale des entreprises, qui accompagne les collectivités et les filières à renforcer leur résilience et leur responsabilité territoriale par la coopération locale entre acteurs économiques au service du bien commun.

STRUCTURE 5

Usine Végétale

Le tiers-lieu Usine Végétale, soutenu par les associations Usine209, Cantine209 et Cargo209, lutte contre le changement climatique et promeut la transition écologique. Il organise des ateliers et initiatives culturelles pour la biodiversité et la culture durable. En se concentrant sur l'éco-construction, il propose des formations pour adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. La coopération avec les usager-es, institutions locales et acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) renforce l'impact des actions et sensibilise à la transition écologique. L'Usine Végétale devient ainsi un espace collectif pour un projet partagé écologique concret.



ZOOM SUR...

Coopérative Carbone

Le projet « Coopérative Carbone », porté par la SCIC éponyme, rassemble 85 collectivités, entreprises et citoyen-nes, afin de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux de la région. Lancée en 2020, cette initiative vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et à développer des puits de carbone locaux. Elle se concentre sur la plantation d'arbres, la régénération des sols agricoles et la préservation de la biodiversité pour atténuer et s'adapter au changement climatique.

Avec 200 contributeur-ices, la coopérative a planté 60000 arbres, favorisant la création d'îlots de fraîcheur, de nouvelles forêts et des haies pour lutter contre l'excès ou le manque d'eau. Elle accompagne également 10000 hectares de terres agricoles dans une transition vers des pratiques plus durables pour garantir une alimentation future. Le projet implique les citoyen-nes par des chantiers participatifs et des formations sur les enjeux énergétiques et climatiques, tout en soutenant les structures locales dans leurs bilans carbone.

Le modèle économique repose sur la vente de prestations d'ingénierie carbone et une commission sur les crédits carbone, garantissant un cadre éthique et territorial. La gouvernance est assurée par des commissions réunissant les sociétaires, et le projet favorise la coopération locale entre tous les personnes et organisations impliquées, contribuant ainsi à l'adaptation des territoires et à la réduction de l'éco-anxiété.



14 VIE AQUATIQUE



Les acteurs de l'ESS contribuent à la préservation de la vie aquatique en protégeant les milieux marins et d'eau douce, en développant des solutions de recyclage, de sensibilisation et de recherche participative, et en favorisant une gestion durable, collective et ancrée localement des ressources aquatiques.



ÉCLAIRAGE

Laurent Soulier, directeur scientifique, Centre pour l'aquaculture, la pêche et l'environnement de Nouvelle-Aquitaine (CAPENA)

L'économie sociale et solidaire (ESS) en Nouvelle-Aquitaine joue un rôle clé dans la préservation et la valorisation des milieux aquatiques. Face aux défis environnementaux, notamment la pollution de l'eau et les impacts du dérèglement climatique, l'ESS contribue à la protection de la biodiversité en mobilisant ses compétences dans la recherche scientifique, l'animation de réseaux et les sciences participatives. Par ses actions, elle soutient également les initiatives visant à sensibiliser le public et à développer des solutions innovantes pour la gestion durable des ressources aquatiques. Bien que ses modèles économiques soient fragiles,

en particulier dans un contexte de financements publics limités, l'ESS constitue un lien vital entre la population, les pouvoirs publics et les acteurs économiques. Nombreuses sont les associations et coopératives qui œuvrent dans des domaines tels que la transition énergétique, le recyclage, ou la collecte de données environnementales. Ces structures se distinguent par leur gouvernance partagée, leur approche collaborative et leur ancrage territorial. Pour renforcer leur impact, il est essentiel d'offrir à l'ESS une meilleure visibilité financière, un accès facilité aux fonds européens et une reconnaissance plus grande de ses missions et de ses bénévoles.

STRUCTURE 1

La Pagaie Sauvage

La Pagaie Sauvage est une association collégiale rassemblant citoyen·es, sportif·ves, pêcheur·es et chercheur·es engagé·es dans la lutte contre la pollution des rivières. À bord de canoës-kayaks, ses membres collectent des déchets, réalisent des prélèvements de microplastiques et partagent leurs observations avec la communauté scientifique. Son objectif : sensibiliser, produire des données utiles et mobiliser pour protéger les milieux aquatiques. Fonctionnant en gouvernance collégiale, elle mise sur la science participative et l'implication des citoyens, créant un lien entre recherche, collectivités et habitant·es pour une action collective et durable.

STRUCTURE 2

Coquilles

L'association Coquilles développe un réseau de collecte et de recyclage en circuit-court de coquillages issus de la consommation récupérés auprès de structures professionnelles (restauration, poissonnerie, marchés), des collectivités et des habitant·es. Sur son site de production, elle transforme ces coquilles en broyats destinés à l'agriculture, aux matériaux, au design, et produit des carreaux de béton coquillier. Elle expérimente parallèlement d'autres solutions s'inscrivant directement dans le cadre de la transition écologique, pour une agriculture durable, des matériaux innovants, des villes résilientes, la préservation de ressources naturelles en sable et calcaire, l'emploi local et inclusif.

Pour mener à bien sa mission de création d'une filière, Coquilles coopère avec des partenaires engagé·es autour des valeurs de l'ESS, et implique chaque maillon de la chaîne : depuis l'amont (production, collecte : entreprises de collecte, restauration, poissonnerie, collectivités, consommateur·ices) jusqu'à l'aval (transformation et valorisation des coquilles – agriculture, design), en passant par les institutions. L'objectif : bouger les lignes, faire évoluer les gestes et valoriser les coquilles comme ressource d'un territoire durable et solidaire.

STRUCTURE 3

Écho-Mer

L'association Écho-Mer œuvre pour la protection de l'océan et la réduction des déchets, notamment via des collectes sur les plages en collaboration avec les collectivités territoriales. Depuis 24 ans, son action repose sur une pédagogie accessible à toutes et tous, illustrée par des exemples concrets : sensibilisation aux pesticides avec l'observation des plantes maritimes, balades éco-citoyennes pour comprendre les enjeux de l'océan. Pionnière de l'économie circulaire, elle valorise des matériaux autrefois non recyclés, comme les voiles de bateaux depuis 2004, et développe des filières durables (néoprène, liège, poches ostréicoles). Travaillant avec des sociétés coopérative et participative, structures d'insertion et centres pénitentiaires, Écho-Mer conjugue engagement environnemental et inclusion sociale, démontrant que préservation des océans et solidarité peuvent aller de pair.

STRUCTURE 4

SCIC TEO

La société coopérative d'intérêt collectif Territoires environnement océan (TEO) est un bureau d'étude spécialisé dans la lutte contre les pollutions plastiques en milieu aquatique, actif depuis 15 ans. Son projet vise à réduire la présence et l'impact des plastiques dans l'océan. L'un de ses objectifs est d'analyser les causes, les fuites et les transferts des plastiques afin de réduire la pollution marine et ses risques pour les ressources maritimes,

et la santé humaine. Pour lutter contre la pollution en milieu aquatique, la SCIC a conçu un réseau national de « bacs à marée ». Ce réseau associe des citoyen·nes, des élu·es responsables de la propreté urbaine, ainsi que des collectivités chargées de la gestion des déchets. Les entreprises d'insertion y jouent un rôle clé dans la collecte et le tri des déchets des bacs à marée. Cette approche collaborative leur permet de recueillir des données précieuses, qui servent à évaluer l'efficacité des politiques publiques.

STRUCTURE 5

Les Voiles S'en Mêlent

Les Voiles S'en Mêlent œuvre depuis plus de 10 ans pour la protection du milieu marin en plaçant l'économie circulaire et le réemploi des matériaux nautiques au cœur de son action.

Face à la menace des bateaux hors d'usage abandonnés, elle développe des solutions pour transformer ces déchets en ressources à forte valeur sociale et environnementale. Elle intègre à ses actions la recherche et les sciences participatives, reliant universités et collecte de données. Portée par une équipe de citoyen·nes engagées, elle met un point d'honneur à valoriser la mixité, la parité et l'intergénérationnel dans ses actions, permettant d'élaborer des solutions complètes et inclusives. L'association adopte une approche systémique du réemploi, mêlant sensibilisation, animation et coopération avec les collectivités pour un nautisme plus durable.



ZOOM SUR...

Aquabio

Créée en 1998 et transformée en Société coopérative et participative (SCOP) en 2007, Aquabio est une coopérative spécialisée dans l'expertise écologique des milieux aquatiques. Elle accompagne les acteurs publics et privés dans l'évaluation de l'impact des activités humaines sur les cours d'eau et les lacs, contribuant ainsi à leur préservation. Cette structure réunit 95 salarié·es, dont 75 associé·es, impliqués dans une gouvernance démocratique qui garantit son indépendance et son engagement en faveur de la protection des écosystèmes aquatiques.

Aquabio réalise des études d'impact environnemental sur les cours d'eau et les lacs, en lien avec les collectivités, les entreprises et les acteurs publics. Elle analyse la qualité physico-chimique des eaux, la biodiversité aquatique et l'impact des activités humaines, contribuant ainsi à la restauration et à la protection durable des milieux naturels. En tant que « thermomètre » de l'état écologique des milieux aquatiques, elle fournit des données essentielles permettant d'évaluer l'évolution des écosystèmes et d'orienter les politiques publiques et privées vers des solutions adaptées.

La SCOP se distingue par une vision engagée et coopérative : protéger les milieux aquatiques ne doit pas être une simple contrainte réglementaire, mais une responsabilité collective. En réalisant des diagnostics de terrain, en accompagnant les acteurs locaux et en diffusant son expertise, elle œuvre pour une gestion durable

de l'eau et des écosystèmes, tout en garantissant une approche indépendante et scientifiquement rigoureuse. Son modèle de gouvernance partagée permet à chaque salarié·e de participer aux décisions stratégiques, renforçant ainsi la cohérence entre ses valeurs et ses actions. En mettant l'humain, la connaissance et l'environnement au centre de ses décisions, Aquabio s'engage dans une transition écologique ambitieuse, portée par un modèle coopératif où chacun·e contribue à un avenir où l'eau reste une ressource vivante et partagée.



15 VIE TERRESTRE



Les acteurs de l'ESS contribuent à la préservation de la vie terrestre en protégeant la biodiversité, en sensibilisant à l'importance des écosystèmes, en promouvant des pratiques durables de gestion des sols et des forêts, et en mobilisant les citoyen·nes pour des territoires vivants et résilients.



ÉCLAIRAGE

Géraldine Simon, directrice de l'Agence régionale de la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine (ARB)

La Nouvelle-Aquitaine présente une biodiversité riche et variée, façonnée en une mosaïque paysagère favorable à une très grande variété d'espèces et d'habitats. La dynamique économique de la Nouvelle-Aquitaine est particulièrement liée à la pérennité de ses milieux naturels et semi-naturels : 45 % du PIB régional est dépendant de la biodiversité.

Cela soulève des enjeux tout autant écologiques, sociaux qu'économiques, auxquels les acteurs de l'ESS sont parmi les plus à même de répondre :

produire durablement des richesses, dans le respect des équilibres écologiques selon un principe de solidarité, en s'adaptant aux changements globaux déjà à l'œuvre.

L'un des éléments fondamentaux de cette équation est la connaissance : celle de l'état des espèces/milieux/pressions, produite majoritairement par les associations naturalistes ; celle de nos impacts et de notre dépendance au vivant ; celle des ressources en acteurs et initiatives pour gagner en efficacité.

STRUCTURE 1

Place aux Minuscules

Place aux Minuscules est une association créée par deux docteurs en biologie, qui met en avant les petites bêtes mal aimées, et sensibilise à leur protection. Elle propose différentes actions de découverte auprès des établissements scolaires et des familles. Leur objectif est de faire prendre conscience que les insectes et autres invertébrés ont des rôles importants à jouer dans l'équilibre de la biodiversité, de la chaîne alimentaire, de la pollinisation ou encore du recyclage des matières organiques. L'association invite les citoyen·nes de demain à la prise de conscience d'un environnement commun, à partager et préserver.

STRUCTURE 2

Au Ras du Sol

La société coopérative d'intérêt collectif Au Ras du Sol ne se contente pas de composter : elle forme, sensibilise et accompagne toutes celles et ceux qui souhaitent transformer leurs biodéchets. Depuis plus de 15 ans, elle aide au sein des réseaux développant la prévention-gestion de proximité des biodéchets, à mettre en place des solutions locales et efficaces. Du compostage de quartier aux formations du parcours Maître-Composteur, elle favorise l'émergence d'une culture de l'organique.

Son engagement passe par un modèle coopératif et participatif, où chaque acteur devient moteur du changement. Grâce à l'éducation et à l'action concrète, la SCIC Au Ras du Sol remet la prévention et la gestion des déchets entre les mains des citoyen·nes et stimule les intelligences, en dialogue avec le monde agricole et avec le soutien des institutions en charge, pour des sols vivants, fertiles et des territoires plus autonomes.

STRUCTURE 3

Conservatoire d'Espaces Naturels

Le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) protège et restaure des zones humides, des forêts, des prairies naturelles, des coteaux à orchidées en y associant les usager·es du territoire. Leur ambition est de concilier préservation de la biodiversité, de l'eau et des paysages avec le maintien d'une activité économique locale. Le CEN travaille main dans la main avec les citoyen·nes, les agriculteur·ices, les collectivités et les scientifiques. Il existe un CEN dans chaque région et tous s'appuient sur une fédération nationale. Chaque conservatoire agit sur son territoire en achetant ou en gérant des sites naturels, en sensibilisant et en expérimentant des solutions écologiques. Le CEN mise sur une gouvernance collective et des alliances locales pour faire vivre les paysages et leurs habitant·es.

STRUCTURE 4

Avenir Forêt

Avenir Forêt est un groupement forestier citoyen qui rachète des forêts pour les gérer autrement : sans coupe rase, sans pesticide, avec une régénération naturelle favorisant la biodiversité. Fondé en 2013, il rassemble aujourd'hui 297 associé-es engagé-es sur 965 hectares. Chaque parcelle est travaillée en sylviculture à couvert continu, dans une logique de gestion durable et collective. Avenir Forêt forme également des propriétaires pour qu'ils et elles deviennent autonomes dans cette pratique, leur donnant les clés d'une gestion respectueuse et résiliente. Modèle hybride entre écologie et investissement responsable, il incarne une autre vision de la forêt, à la fois productive et vivante.

STRUCTURE 5

Collectif Forêt Vivante

Le Collectif Forêt Vivante Sud Gironde, constitué de citoyen·nes et d'habitant·es du Sud Gironde, se bat contre la monoculture intensive du pin maritime, une pratique qui assèche les vallées locales et menace la biodiversité. Le collectif milite pour une gestion forestière diversifiée, prônant une alliance naturelle entre pins et feuillus.

Il appelle à l'arrêt des coupes rases, des labours intensifs et des épandages chimiques, tout en proposant des alternatives respectueuses de l'environnement. Leur objectif est de créer des espaces forestiers diversifiés, alliant biodiversité et sécurité, en réduisant la monoculture intensive du pin sur de larges surfaces.



ZOOM SUR...

La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO)

La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), fondée en 1912, est une association engagée dans la préservation de la biodiversité et la sensibilisation à la protection de la faune sauvage.

Elle œuvre à la sauvegarde des espèces menacées, à la gestion des espaces naturels et à l'éducation environnementale. Avec un réseau territorial actif, elle mène des actions concrètes en faveur de la conservation de la nature.

Le projet "Drôles d'oiseaux", initié par la LPO en 2018, allie protection de la vie terrestre et lien intergénérationnel. Il rapproche des enfants (écoles, centres de loisirs) et des résident·es d'Ehpad autour de la découverte des oiseaux et de la construction de nichoirs et man-

geoires. À travers plusieurs rencontres, les participant·es partagent savoirs et expériences tout en réalisant des actions concrètes pour préserver la biodiversité locale. Ce programme favorise le lien social et sensibilise les jeunes générations à la protection de la nature.

"Drôles d'oiseaux" repose sur la coopération entre écoles, Ehpad, collectivités et associations locales. Son financement combine subventions publiques et participations des établissements impliqués. L'engagement des usager·es est clé : les seniors transmettent leur savoir, et les enfants prennent soin d'eux tout en découvrant la biodiversité. En Nouvelle-Aquitaine, certains nichoirs sont installés dans des parcs publics, impliquant ainsi l'ensemble de la communauté.



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Les acteurs de l'ESS contribuent à l'avènement de sociétés pacifiques et justes en défendant l'accès aux droits, la justice sociale, la citoyenneté active, les médias libres. Ancrés localement, ils participent à des institutions inclusives, transparentes et démocratiques.



ÉCLAIRAGE

Clément Roncin, avocat au barreau de Bordeaux

Construire des sociétés pacifiques, inclusives et justes est un enjeu majeur du développement durable. Le barreau de Bordeaux, fort de 2 200 avocat-es et de 20 instituts spécialisés, est un acteur central de cette dynamique. À mesure que les initiatives de l'économie sociale et solidaire (ESS) se diversifient, les avocats accompagnent leur structuration, garantissant sécurité juridique, équité et pérennité. Le droit devient alors un véritable levier d'action au service de projets sociaux, écologiques ou démocratiques, portés par des acteurs locaux investis.

Cette expertise juridique contribue à consolider les modèles économiques de l'ESS, leur permettant d'assumer des missions d'intérêt général et de renforcer des institutions plus efficaces, ouvertes et responsables. En parallèle, les structures de l'ESS, engagées pour l'inclusion, l'accès aux droits, la justice ou la citoyenneté active, nourrissent la cohésion sociale et la vitalité démocratique. En les soutenant, les avocat-es participent ainsi à l'émergence d'institutions locales justes, efficaces et durables.

STRUCTURE 1

Maison de l'Europe des Landes

Le projet "Stratégie de durabilité sociale pour les jeunes" (YESSS), porté par la Maison de l'Europe des Landes WIPSEE dans le cadre du programme Erasmus + Jeunesse et Sport, vise à former les animateur-ices jeunesse aux ODD et à l'ESS, et à mobiliser des jeunes (notamment vulnérables, ruraux-les, entrepreneur-euses, bénévoles) autour de projets à impact social et durable. En coopération avec 7 partenaires européens, il propose pour cela des outils et des pratiques accessibles en plusieurs langues. Ce projet favorise l'inclusion sociale et la participation citoyenne en encourageant les jeunes à s'impliquer activement sur leur territoire. En développant des projets sociaux et durables, ils participent à la cohésion sociale, au dialogue interculturel et à une citoyenneté européenne renforcée.

STRUCTURE 2

Le Mouvement Associatif

Le Mouvement Associatif Nouvelle-Aquitaine, qui représente à travers ses membres près de 75 000 associations, est l'instance représentative des dynamiques associatives du territoire. Il est composé de vingt-trois réseaux de tout domaine sectoriel, riches de leur diversité, créateurs d'emplois, générateurs d'activités, indispensables au développement de la région. Le Mouvement Associatif Nouvelle-Aquitaine est le porte-voix des associations

pour la défense du Fait associatif. Cinq orientations stratégiques alimentent son projet dont la plupart font écho aux Objectifs de développement durable. Pour l'ODD 16, il s'agit de renforcer la contribution associative au cœur du fonctionnement démocratique, de porter des plaidoyers mais également de prendre appui et de faire la promotion de la Charte régionale d'engagements réciproques, signée entre l'État, la région et le Mouvement associatif Nouvelle-Aquitaine.

STRUCTURE 3

La Cimade

La Cimade vise à défendre les droits des personnes migrantes, réfugiées ou demandeuses d'asile. Ses équipes bénévoles et salariées se mobilisent pour accompagner les personnes étrangères dans leur accès aux droits (titres de séjour, demandes d'asile...). Elles organisent également des cours d'apprentissage du français. Des actions d'accès aux droits sont aussi proposées dans les lieux de privation de liberté, au sein des centres de rétention administrative et des établissements pénitentiaires. En menant des activités de plaidoyer et de sensibilisation, la Cimade lutte contre toute forme de discrimination et œuvre pour un respect des droits fondamentaux, des règles et institutions de l'état de Droit. Elle prône un changement des politiques migratoires, autour de l'accueil et de la solidarité. Elle est présente sur l'ensemble du territoire national à travers 98 groupes locaux, en hexagone et en outre-mer.

STRUCTURE 4

E-graine

E-graine est un mouvement d'éducation à la citoyenneté mondiale, qui œuvre pour accompagner divers acteur·ices dans la transformation de notre société, en mettant l'accent sur quatre objectifs : une économie vertueuse, une démocratie participative, une société plus inclusive et la transition écologique.

À travers ses actions et projets éducatifs, e-graine transforme l'envie d'agir en véritable pouvoir d'agir. L'organisation encourage ainsi l'engagement citoyen et favorise le dialogue démocratique, en privilégiant une approche collective. Grâce à son réseau d'implantations régionales, e-graine répond aux enjeux socio-économiques locaux, en coopérant étroitement avec les territoires et les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS).

STRUCTURE 5

Icyle

Icyle est une structure d'insertion par l'activité économique qui propose un accompagnement socio-professionnel aux personnes détenues à la Maison centrale de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime). Elle vise à renforcer la justice sociale et à favoriser l'inclusion des personnes incarcérées dans la société. En développant des activités autour du recyclage et de la mobilité durable, elle contribue à leur réinsertion tout en promouvant des emplois pérennes.



ZOOM SUR...

Coop-médias

La coopérative Coop-médias, fondée en septembre 2024, est née d'un constat partagé du Collectif pour la transition citoyenne et regroupant une trentaine de structures de l'ESS, d'un paysage médiatique en crise caractérisé par une concentration des médias au service d'intérêts privés et un traitement médiatique biaisé ou analysé de façon défailante.

L'organisation, qui choisit de ne pas rémunérer les parts sociales afin de réinvestir l'intégralité de ses bénéfices, vise à soutenir les médias indépendants par le biais de levées de fonds, principalement issues de l'épargne citoyenne. Ces levées de fonds permettront d'assurer un financement durable pour les médias indépendants, de mutualiser les fonctions supports, de les accompagner dans leur diffusion, mais également de développer des actions de plaidoyer ainsi que des initiatives d'éducation populaire.

La coopérative souhaite favoriser la création de liens sociaux et de coopération en impliquant différentes catégories d'acteur·ices dans sa gouvernance telles que des médias indépendants, des structures de l'ESS, mais également les citoyen·nes.

En structurant des réseaux à l'échelle nationale, régionale et locale, Coop-médias souhaite mettre en lien l'ensemble de ces acteur·ices, favorisant ainsi une coopération démocratique et un ancrage territorial fort.

Leurs actions visent ainsi à renforcer la solidarité entre les médias indépendants tout en ayant un impact direct sur les citoyen·nes, usager·es de ces médias. En leur proposant un soutien, la coopérative souhaite promouvoir un paysage médiatique plus engagé, transparent et pluraliste.



La Chaire TerrESS



La Chaire Territoires de l'ESS (TerrESS) de Sciences Po Bordeaux agit comme une interface entre le monde de la recherche, l'économie sociale et solidaire (ESS) et la formation, au sein d'une grande école au cœur de l'université bordelaise. La Chaire TerrESS s'appuie sur un réseau partenarial dense pour contribuer au développement de l'ESS à travers ses 4 missions phares :

- **soutenir l'engagement** des étudiant·es en les formant aux principes de l'ESS et en facilitant leur engagement.
- **développer la formation** initiale et continue en ingénierie de projet territorial de l'ESS,
- **promouvoir les recherches** participatives avec les acteurs de l'ESS,
- **contribuer au débat public** en valorisant leur parole et leur projet de société.

Sciences Po Bordeaux est un établissement de formation et de recherche en sciences humaines et sociales sélectif, pluridisciplinaire et international. Établissement engagé dans la promotion de la diversité des entreprises et des modes de développement socialement et écologiquement responsables, Sciences Po Bordeaux intègre l'ESS tout au long de ses cursus de formation, et notamment à travers les masters **ESSIS et STPI-ESS**, qui bénéficient pleinement de la dynamique portée par la Chaire TerrESS.

Le Master économie sociale et solidaire et innovation sociale (ESSIS), en formation initiale, forme des cadres de type « ingénieur social » dotés d'une culture socio-politique de haut niveau, maîtrisant l'entrepreneuriat, le diagnostic de situations socio-économiques territoriales et la conduite de projet collectifs. Ce parcours se distingue par son dispositif d'apprentissage en alternance, apprécié pour la professionnalisation qu'il assure. En complément des enseignements, conçus en partenariat avec la Chambre Régionale de l'ESS Nouvelle-Aquitaine, la coopérative étudiante Acc'ESS permet aux étudiant·es d'acquérir une première expérience entrepreneuriale et de conseil.

L'Executive Master « Stratégies, territoires et projets innovants dans l'économie sociale et solidaire » (STPI-ESS) est une formation continue issue d'un partenariat entre Sciences Po Bordeaux et le Cnam - Cnam Conservatoire national des arts et métiers. Il s'adresse aux cadres ou acteurs expérimentés de l'ESS, des collectivités locales ou des structures d'appui. Son objectif est de leur faire acquérir une culture et des outils d'analyse de haut niveau en ESS et politiques publiques, et de développer leurs capacités à construire, communiquer, négocier, fédérer, ainsi qu'à initier et mettre en œuvre des politiques, partenariats et actions collectives innovantes. La formation s'appuie sur des apports théoriques, des témoignages d'expert·es et des travaux de groupe sur deux ans.



Contacts :

- **Timothée Duverger**, responsable de la Chaire TerrESS et des Masters ESSIS et STPI-ESS : t.duverger@sciencespobordeaux.fr
- **Amélia Gustave**, coordinatrice de la Chaire TerrESS : a.gustave@sciencespobordeaux.fr
- Formation continue de Sciences Po Bordeaux : formation.continue@sciencespobordeaux.fr

La Chambre Régionale de l'ESS Nouvelle-Aquitaine



Développer l'ESS, pour une transition juste de l'économie régionale

La CRESS (Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire) Nouvelle-Aquitaine est l'assemblée régionale de toutes les structures de l'ESS. Elle tire sa légitimité de la loi du 31 juillet 2014 sur l'ESS, qui reconnaît le rôle et les missions des CRESS. La CRESS Nouvelle-Aquitaine est une association, et vient donc s'inscrire statutairement dans les structures de l'économie sociale et solidaire.

En tant que tête de réseau des organisations ESS de Nouvelle-Aquitaine, elle a vocation à fédérer, représenter, défendre, développer, observer et promouvoir l'ESS au niveau régional.

Elle agit au quotidien pour :

- **Fédérer les familles de l'ESS**, créer du lien entre les organisations, favoriser les coopérations et faire réseau à l'échelle régionale,
- **Représenter et défendre les intérêts de l'ESS** auprès des pouvoirs publics, porter la voix de l'ESS,
- **Favoriser le développement économique des structures de l'ESS**,
- **Observer et documenter l'ESS** à travers des données et des analyses au service des entreprises, des collectivités et des politiques publiques, pour mieux comprendre les dynamiques économiques, sociales et territoriales de l'ESS.
- **Promouvoir l'ESS**, ses valeurs, ses métiers et son impact social, économique et écologique sur les territoires de la Nouvelle-Aquitaine.

Elle compte :

209 structures adhérentes
(réseaux et entreprises de l'ESS), soit :

977 établissements,
et représente les

20 651 organisations ESS
du territoire.

Un réseau national...

La CRESS Nouvelle-Aquitaine fait partie du réseau national des CRESS : 18 Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire réparties sur toute la France (en métropole comme dans les départements et collectivités d'outre-mer) et coordonnées au national par ESS France, la Chambre Nationale de l'ESS.

➤ www.ess-france.org

